

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

29 et 30 AVRIL - 1^{er} ET 2 MAI 1978 - N° 689

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

PARIS MANIFESTATION

1^{er} MAI

10 H 30

Place
de la République
A l'appel
du PCR ml, PCMLF,
UCJR, JCMLF
et la participation
d'organisations
anti-impérialistes

1^{er} mai 1978

PRÉPARONS - NOUS A LA LUTTE

Éditorial

Ce 1^{er} mai 1978, certains ont voulu par avance en faire une journée ternie, comme si l'échec de la gauche, c'était l'échec des travailleurs. On peut dire que les directions syndicales confédérales ont, cette année, fait le minimum pour mobiliser. Au contraire des années précédentes où elles déployaient beaucoup plus d'efforts pour tenter de canaliser, à cette occasion, la volonté de lutte et l'inscrire, chacune à sa manière, dans la perspective des élections et du programme commun.

Le programme commun est mort, les élections ont été perdues par la gauche. Du coup, PCF et PS absorbés par leurs règlements de compte internes et entre eux, n'ont aucune perspective crédible, dans l'immédiat, à offrir. Et les directions confédérales ne parlent plus, d'une façon ou d'une autre que de négociations et de politique contractuelle, celle que leur proposent gouvernement et patronat.

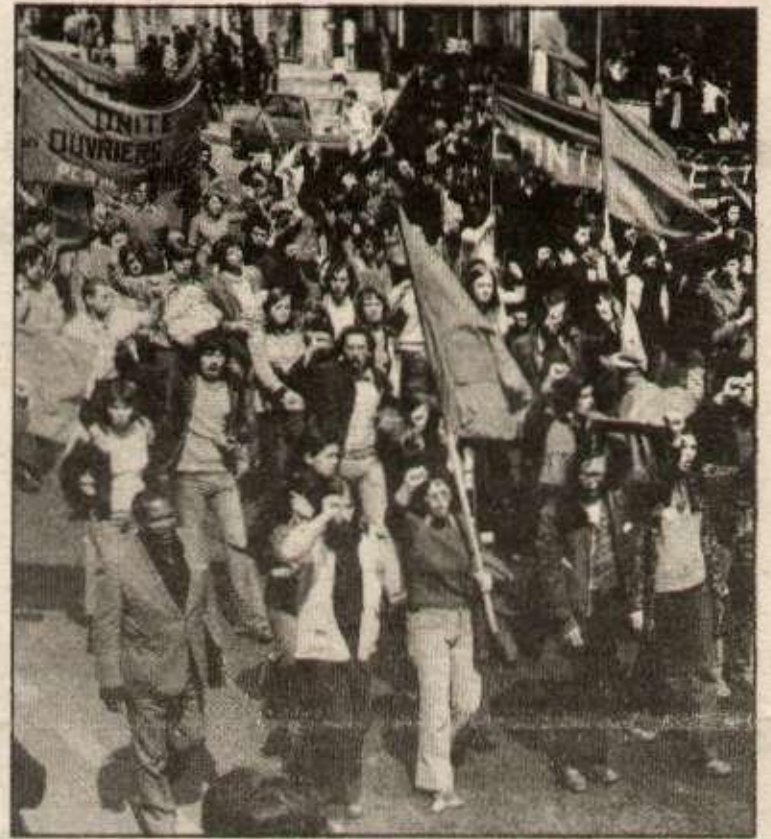
Barre, se croyant en bonne posture, pousse le cynisme jusqu'à lâcher royalement, ce 1^{er} mai,

quelques points d'augmentation du SMIC, tout en déclenchant une première vague de hausses des prix.

**CONTRE GISCARD-BARRE,
PRÉPARONS LE 3^e TOUR DES LUTTES !**

Mais les élections n'ont rien changé. Les revendications et les aspirations des travailleurs demeurent. Et nous savons que ce gouvernement, maintenant qu'il a franchi le cap difficile des élections, entend en profiter pour faire payer, plus durement que jamais, la crise aux travailleurs : liberté de licencier et de hausser les prix pour le patronat, intransigeance sur les revendications, carcan de la politique contractuelle, divisions par branches, par secteurs, par catégories, menaces encore plus lourdes sur les travailleurs immigrés, renforcement systématique de la répression.

**PAS UN SEUL LICENCIEMENT, SMIC à 2 500 F !
TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS,
UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !**



Le programme du nouveau gouvernement est clair. La seule voie, c'est la voie de la lutte. C'est cette exigence de lutte que nous affirmerons dans les manifestations de ce 1^{er} mai, avec de nombreux syndicalistes et travailleurs, sur la base des mots d'ordre qu'ils ont eux-mêmes élaborés.

C'est cette exigence de se préparer et de s'organiser dès maintenant en vue des luttes de grande ampleur qui devra, ce 1^{er} mai, commencer à s'exprimer et à se matérialiser.

Suite page 3

TCHAD

Expédition de 10 avions «Jaguar»

NON A L'INTERVENTION FRANÇAISE



10 Jaguars français ont atterri, jeudi après-midi, sur l'aéroport de N'Djamena. La mission officielle de l'aviation française de protéger le retrait des ressortissants français ne saurait faire illusion, les renforts arrivés récemment, participant directement aux combats. Le retrait des forces françaises figurera en bonne place parmi les mots d'ordre des manifestants du 1^{er} mai.

COMITÉ CENTRAL DU PCF

STOP A LA CONTESTATION

Le fonctionnement interne du PCF est un exemple de démocratie. La contestation récente n'est l'œuvre que de quelques-uns, qui soit n'ont pas compris, soit sont des intellectuels critiqués invétérés. Ses permanents sont la fierté du PCF. L'échec de la gauche est uniquement de la faute du PS, et tout ce qu'a fait le PCF depuis la signature du programme commun en 1972 est juste.

Voilà quelques-unes des affirmations contenues dans le rapport Marchais que le comité central a adopté à l'unanimité. Pour la direction du PCF, il s'agit de mettre un point final à la vague de contestation qui s'est développée depuis le 19 mars. C'est la fermeté qui a été choisie.

Lire en pages 2 et 3

POLITIQUE

● Le rapport de Marchais devant le Comité Central, qui n'occupe pas moins de cinq pages pleines de *L'Humanité*, n'a de toute évidence par été un projet d'analyse politique destiné à être discuté et précisé par le Comité Central. Dans sa construction même, on voit qu'il s'agit là, d'un texte fait pour être publié, et lu par les militants du PCF. Comme il fallait s'y attendre, on y trouve mêlées, une auto-justification de la politique de la direction, une volonté très nette de rejeter en marge du «débat» ceux des contestataires qui ont été les plus virulents, et aussi des «réponses» à certaines questions qui avaient affleuré durant le mois qui vient de s'écouler.

Le rapport de Marchais est structuré en trois grandes parties : un bilan de «six ans de lutte pour le programme commun», les enseignements qui peuvent en être tirés, et les perspectives que trace la direction. Encadrant le tout, en introduction et en conclusion, une mise au point sur la contestation au sein du PCF.

Pour Marchais, les contradictions dans son parti ont bien sûr été suscitées de l'extérieur, et en premier lieu... par le PS ! Il distingue six catégories parmi ceux des militants qui ont émis des critiques : les militants «qui étaient inspirés par la volonté d'analyser à fond l'action sur le terrain» (Marchais va répondre à ceux-là), ceux

qui posaient des questions par «ignorance», ceux qui n'avaient pas compris, ceux qui avaient «oublié les véritables positions du PCF», ceux qui ont «une inclination à l'opportunisme» et enfin ceux pour qui il est «plus facile de monologuer, assis derrière un bureau, et de rédiger en dehors de la vie, à l'abri de toute contestation de la part de leurs camarades, des articles péremptifs qui trouveront facilement preneur».

AUTO-SATISFACTION TOTALE

Une fois ces classifications faites, Marchais peut se permettre de répondre à certaines interrogations. Était-il juste de signer le

programme commun en 72 ? Bien sûr. Fallait-il reculer plus au moment de la renégociation du programme commun en septembre 77, pour arriver coûte que coûte à un accord ? Bien sûr que non, les garanties du «changement» n'auraient pas été réunies. Fallait-il signer un accord le 13 mars ? Bien sûr que oui, et Marchais donne trois raisons : d'une part, le PS aurait ce jour-là reculé sur des points significatifs ; d'autre part, sur la base des résultats du premier tour, le PCF pensait que le rapport de force lui était plus favorable. Mais Marchais ajoute une troisième raison : «Je rappelle que le choix était entre cet accord, ou pas d'accord du tout».

Toute l'analyse sur le

fait que «de 1972 à 1978 le PCF a été d'une fidélité intangible au programme commun», sur le comportement du Parti socialiste, sur la manière dont ce parti «a alimenté la campagne de la droite», etc., n'a pour but que de réaffirmer des positions déjà exprimées par le BP le 19 mars au soir : «Le Parti socialiste est responsable de la désunion et de la défaite». Le slogan est martelé, il fait partie des points sur lesquels la direction n'entend absolument pas transiger.

Le débat au sein du PCF a pourtant montré que les militants cherchaient un peu plus loin. Marchais apporte donc dans son rapport d'autres éléments d'explications, trois essentiellement :

— D'abord, «les masses souhaitent changer, mais elles n'ont pas conscience des conditions de ce changement» ;

— Ensuite, l'image des pays de l'Est a joué comme un repoussoir : «Quoi que nous ayons dit, il est évident que cette situation (l'aggravation des atteintes à la démocratie) a pu être utilisée par nos adversaires dans la bataille que nous venons de vivre».

— Enfin, autre cause de l'échec, «l'aptitude de la grande bourgeoisie et de la droite à mobiliser jusqu'aux tréfonds ceux qui redoutent le changement réel (...). Déjà, il faut le rappeler, en 1968, nous avions noté que coexistaient au sein du mouvement populaire de mai-juin des niveaux de conscience réel (...). Déjà, il faut le rappeler, en 1968, nous avions noté que coexistaient au sein du mouvement populaire de mai-juin des niveaux de conscience très différents». Bien entendu, Marchais juge le niveau de conscience des masses à leurs capacités à voter PCF.

Il termine cependant son bilan sur une note optimiste (ce qui est normal puisqu'il n'y a rien à se reprocher) : «Dans cette bataille, nous ne sommes certes pas parvenus à remporter la victoire décisive. Mais il y a bien eu progrès, il y a eu «pas en avant»».

LES PERSPECTIVES NOUVELLES : LE 22^e CONGRES

Pour ce qui est des perspectives, Marchais n'apporte là non plus aucune nouveauté : «Plus que jamais, le 22^e Congrès», et il développe sur le «changement démocratique», «l'union de la gauche» et «l'union du peuple de France».

On notera cependant que Marchais prend la précaution d'aborder certains thèmes évoqués à plusieurs reprises dans des lettres publiques de militants du PCF : à propos de l'action nécessaire, il précise : «Cela implique que nous soyons présents et actifs sur tous les terrains de lutte, que nous prenions en compte tous les besoins et aspirations de la classe ouvrière». A propos de l'union de la gauche, la disparition du programme commun et les critiques permanentes adressées au PS nécessitent une adaptation des propositions : «La bataille que nous venons de vivre nous conduit à l'idée que c'est avant

tout à partir de la base et des luttes quotidiennes qu'il faut maintenant s'employer à reconstruire l'union plus forte et plus large».

On notera également, mais ce n'est plus très nouveau dans le langage du PCF, la large place accordée au «cadre de vie» («Que vaut la fleur sur la table s'il n'y a rien dans l'assiette, mais une fleur ça compte aussi pour rendre la vie plus agréable») et aux femmes.

Au passage, il concède que l'image du PCF dans les masses n'est pas toujours très reluisante, puisqu'il souhaite «que chaque militant s'applique à donner du parti une image dynamique, efficace, attentive aux problèmes (...). Cette pratique politique, qui va au-delà de la question du style, est de la plus grande importance pour gagner à notre combat tous ceux que nous pouvons et devons gagner.»

LA DÉMOCRATIE : TOUT VA TRES BIEN

Ce n'est qu'à la fin de son rapport que Marchais aborde la question épineuse du fonctionnement interne au PCF. Comme pour la ligne du 22^e Congrès ou la responsabilité du PS dans l'échec, c'est là un sujet tabou. Ce que développe Marchais, c'est la nécessité de renforcer l'organisation du PCF

La question de la démocratie est, quant à elle, évacuée en quelques phrases : un rappel des multiples réunions centrales qui ont lieu dans le PCF, et qui seraient en elles-mêmes une preuve de démocratie, et une phrase cinglante à propos du centralisme démocratique : «Le mettre en cause serait le plus sûr moyen d'obtenir cet affaiblissement, cette liquidation du potentiel de combat du Parti que recherchent obstinément et la grande bourgeoisie, et le parti socialiste.» Le dernier argument de Marchais, la dernière réponse au débat qui figure dans ce rapport du Comité central est lourd de sens : il s'agit de prendre la défense des «permanents» : «Ces camarades touchent des salaires d'ouvriers et nous sommes prêts à comparer leurs revenus à ceux de leurs censeurs dont les attaques — d'où qu'elles viennent — sont tout simplement méprisables. J'ajoute que ces attaques contre les permanents visent en fait le caractère ouvrier de la direction du parti...»

C'est sur ce vibrant éloge des permanents du PCF que Marchais a conclu son rapport.

LE RAPPORT DE MARCHAIS

Par Nicolas DUVALLOIS

Extraits du rapport de Marchais

Sur l'union de la gauche

«...b) La lutte pour faire triompher le Programme commun

Dès lors que le programme commun de gouvernement a été signé, nous n'avons eu en effet, nous communistes, qu'une seule ligne, qu'un seul objectif : tout faire pour assurer le succès et la mise en œuvre de la politique de réformes démocratiques profondes définie par ce programme.

Nous ne disons pas que tout a été parfait dans notre activité. Mais ce qui est certain, c'est que notre ligne a bien été celle-ci : nous n'avons commis aucune erreur qui relève d'un abandon de cette ligne, ou qui soit de nature à empêcher son succès.

(...) «La gauche a progressé, elle a conquis des positions. C'est vrai pour notre Parti. Sans céder à un optimisme de façade qui masquerait cette réalité première que nous ne sommes pas parvenus à réaliser notre principal objectif — la victoire de la gauche et le changement — rien ne doit nous inciter non plus à plonger dans l'abattement et le pessimisme.»

(...) «Cela dit, la bataille que nous venons de vivre nous conduit à l'idée que c'est avant tout à partir de la base et des luttes quotidiennes qu'il faut maintenant nous employer à reconstruire l'union plus forte et plus large, le vaste mouvement populaire majoritaire nécessaire pour faire triompher le changement démocratique. Cette union prendra les formes les plus diverses et nous la manierons avec souplesse, avec hardiesse — et aussi avec lucidité. C'est en effet une tâche complexe.»

Sur l'accord du 13 mars

«Le Comité central a alors considéré qu'à défaut de l'actualisation immédiate, il fallait obtenir en tout cas du Parti socialiste un accord politique comprenant un certain nombre d'engagements clairs et ne conduisant à aucun abandon de notre part.

La raison principale pour laquelle le Comité central a adopté cette position, c'est à la fois le sentiment que les résultats du 12 mars — dans la mesure où ils n'étaient pas ceux que le Parti socialiste escomptait pour garder les mains libres et nous imposer sa loi — amèneraient le Parti socialiste à avancer et à accepter un accord politique convenable, et l'idée que sur la base de ces résultats du 12 mars, notre Parti disposerait de moyens supérieurs à ceux qu'il pouvait escompter en septembre pour obtenir le respect des engagements pris.»

Sur la démocratie interne et sur le débat

«En vérité, notre Parti vient une nouvelle fois de faire la démonstration qu'il est bien le parti le plus démocratique de ce pays. Depuis le 20 mars, dans chaque cellule, dans chaque comité de section et comité fédéral, les membres du Parti — tous les membres du Parti — les membres du Parti

qui l'ont voulu — ont pu librement exprimer leur point de vue, leurs critiques, leurs propositions. Que ceux qui se mêlent de nous donner des leçons baiaient donc d'abord devant leur propre porte ! Nulle part ailleurs, et pas non plus au Parti socialiste où règne un silence pesant, on n'a assisté à une telle discussion ouverte et libre. (...)

Il est juste d'avoir le souci de la vie démocratique du Parti. Nous l'avons et nous nous sommes employés à l'améliorer très sensiblement depuis le XIX^e Congrès. Pour ne prendre qu'un exemple, depuis juin 1972, c'est-à-dire depuis l'adoption du programme commun, le Comité central s'est réuni quarante-sept fois ; à plusieurs reprises, il a été élargi soit aux premiers secrétaires fédéraux, soit aux parlementaires, soit aux responsables fédéraux au travail parmi les femmes ou aux secrétaires fédéraux à l'organisation. Nous avons tenu, dans la même période, trois congrès et deux conférences nationales. Innovation importante depuis un an et demi, nous avons réuni les secrétaires fédéraux après chaque session du Comité central, réuni périodiquement les directions fédérales par région et organisé en octobre dernier dans toute la France des assemblées regroupant dans les fédérations tous les secrétaires de cellule, les membres des comités de section, les membres des comités fédéraux, les responsables des organisations de masse. Quel autre parti peut se targuer d'un fonctionnement aussi collectif ? (...)

Il y a des gens qui écrivent aujourd'hui que nous serions «déboussolés», «cahotants», sans perspective, qu'il nous faudrait réviser toute notre politique, et ainsi de suite. Parmi ceux-là, il y a ceux qui — dans les rangs de l'adversaire — prennent leurs désirs pour des réalités. Et il y a aussi quelques camarades qui nous prêtent leur propre désarroi. Certains d'entre eux vont plus loin et confondent l'esprit créateur avec le dérapage de la pensée : quelques-uns nous suggèrent que le bon moyen d'avancer serait de remettre en honneur la dictature du prolétariat ; un autre se demande gravement si le meilleur moyen ne serait pas de renoncer tout simplement à être communistes... Ce qui saute aux yeux lorsqu'on prend connaissance des écrits ou des propos de ces camarades, c'est leur faiblesse politique liée à une méconnaissance totale des réalités de la lutte dans les conditions de la France d'aujourd'hui. C'est pourquoi leur démarche, qu'elle se présente sous des couleurs de «gauche» ou de «droite» a ceci de commun qu'elle conduirait le Parti à la liquidation. Aussi la repoussons-nous clairement. Nous ne voulons ni le dessèchement ni la dilution du Parti, ni la tour d'ivoire, ni le marais. (...)

Deuxième observation : quelques camarades voudraient que s'instaure dans le Parti et dans sa presse une sorte de discussion permanente sur tout et sur n'importe quoi. Nous ne le ferons certainement pas, et cela pour deux raisons étroitement liées entre elles. D'abord, ce serait déssaisir les organismes de direction aux différents échelons, organismes élus démocratiquement, à bulletin secret, de leur rôle et de leur responsabilité dans la mise en œuvre de la politique décidée démocratiquement par les congrès. Nous ne laisserons pas nier, fût-ce par un biais, le rôle et les responsabilités de nos directions, de la cellule au Bureau politique, personne ne doit y compter. Avoir le plus grand souci de la vie démocratique du Parti est une chose ; démanteler le Parti au nom d'un vague anarchisme petit-bourgeois est autre chose. Ensuite, il est clair pour tout esprit de bon sens que la discussion permanente, c'est au bout du compte la paralysie de la décision et de l'action. Nous sommes un parti démocratique, nous ne sommes pas un club de discussion.»

Après le Comité Central du PCF

LA DIRECTION FAIT TOUT POUR CANALISER ET ENFOUIR LE DÉBAT

Le Comité central du PCF, dont la fin des travaux était initialement prévue jeudi soir, se poursuivait encore ce vendredi matin «A cause de la richesse de la discussion» nous dit *L'Humanité*.

En l'occurrence, cette «riche» discussion semble être consacrée plus à citer des arguments pour étayer le rapport de Marchais qu'à mener le débat politique. Le très long rapport de Marchais, présenté au début de ce comité central tant attendu, a en effet été adopté à l'unanimité.

Ce rapport est conforme à ce que l'on pouvait en attendre. Il évoque d'en-

tre la contestation au sein du PCF pour faire le partage entre les différents types de critiques. Ceux qui ont été les plus virulents, les plus précis aussi dans leurs critiques, sont très explicitement pris à partie. En séparant bien les différents types de contestations, la direction du PCF poursuit son entreprise de canalisation du débat : pour peu que les critiques ne remettent pas en cause dans son ensemble le fonctionnement interne du PCF, pour peu qu'elles restent dans le cadre du 22^e Congrès, pour peu qu'elles reconnaissent que c'est le PS et lui seul qui

porte la responsabilité de l'échec du 19 mars, ces critiques (qui deviennent dans la bouche de Marchais des «interrogations» ou des «incompréhensions») sont recevables. Encore faut-il y répondre : de ce point de vue, l'argumentation politique de Marchais est plutôt pauvre et pas des plus convaincantes. C'est le cas en ce qui concerne la justification de la politique d'alliance avec le PS, comme c'est le cas pour ce qui est des perspectives. Celles-ci sont bien minces : renforcer le parti, lui donner une image plus dynamique... et continuer comme avant.

La question qui se pose maintenant est de savoir ce qu'il va advenir du débat au sein du PCF. Tout au long de son rapport, Marchais en a parlé au passé. De plus, le 23^e Congrès du PCF reste fixé aux dates statutairement prévues, au début de l'année 1979 et il n'y aura aucune tribune de discussion dans *L'Humanité*.

Malgré tout, l'ampleur des problèmes soulevés par les lettres publiques et peut-être plus encore à la base peut faire penser que les contradictions au sein du PCF ne vont pas cesser sous prétexte que le Comité central l'a décidé.

A la Convention nationale du PS

L'ÉCHEC ÉLECTORAL AU CENTRE DES DISCUSSIONS

Samédi débutera, la Convention nationale du PS. On sait que les premiers secrétaires de chaque fédération qui seront réunis à huis clos auront à se situer par rapport aux deux grands courants qui traversent actuellement le PS. Le premier, le courant Mitterrand se contente d'affirmer qu'il ne

faut pas reconduire le Programme commun, mais reste partisan d'une alliance avec le PCF. Le courant regroupé autour de la revue *Faire* et de Rocard voudrait que le PS prenne au maximum ses distances avec Marchais et insiste plus sur son projet propre de société.

Rocard ne tourne pas complètement le dos à toute forme d'accord avec le PCF car lui aussi a besoin du désistement du PCF pour accéder au pouvoir et ne peut se contenter de le rejeter complètement dans l'opposition. Par ailleurs, Mitterrand a reçu le soutien du CERES de manière bruyante. La minorité du PS craint en effet que l'éventuelle hégémonie de Rocard sur le PS ne se traduise non seulement par une prise de distance accentuée par rapport au PCF mais aussi, conséquence, par sa propre marginalisation. Telle est la toile de fond sur laquelle se déroulera la conférence nationale.

Ces données expliquent les «révélation» selon lesquelles Mitterrand, lors de sa visite à l'Élysée, aurait annoncé sa volonté de se présenter en 81 contre Giscard. Révélation faite comme par hasard par *Le Matin*, sur la base de «fuites émanant de l'entourage du président». Survenant à la veille d'une bataille entre Rocard et Mitterrand cela ne manque pas d'être suspect, et fait en tout cas étrangement le jeu de Mitterrand. Une manière comme une autre de signifier à Rocard que la place n'est pas vacante...

LE JEU DE MAUROY

Mauroy pour sa part

choisit un autre terrain, celui de la démocratie. Sans craindre le ridicule, il affirme : «La convention nationale sera l'occasion de donner la parole aux militants».

Déjà dimanche dernier lors du congrès de la fédération du Nord, il avait annoncé qu'il proposerait samedi «un règlement intérieur» qui devait faire obstacle aux pratiques anti-démocratiques concernant notamment la désignation des responsables du PS. A *France-Inter*, Mauroy s'est déclaré convaincu qu'une large unité verrait le jour samedi.

Ce point de vue est sans

doute quelque peu optimiste, bien que le mode de désignation des délégués ne manquera pas d'écartier un nombre important de contestataires. Ce n'est pas en étouffant les désaccords nombreux à la base que le PS parviendra à régler ses problèmes...

Et pourtant, le PS aime à se décrire comme le parti le plus démocratique de France. Force est pourtant de constater qu'au PS comme au PCF, les militants n'ont pas fini de s'interroger sur l'union de la gauche pour laquelle ils se sont battus.

François MARCHADIER

Comme c'est l'usage à la suite de chaque remaniement ministériel, le gouvernement vient de procéder à un remaniement préfectoral. Depuis mercredi en effet, 26 postes ont changé de titulaires. Depuis l'élection de Giscard, on compte plus de cent postes de préfets, postes directoriaux ou de direction à l'administration centrale qui ont changé de main.

Il est bien évident que ces fréquentes mutations comportent un inconvénient pour l'Etat. N'ayant pas le temps de connaître en profondeur la région dans laquelle ils sont en

fonction, leur efficacité est limitée d'autant.

Parmi les mutations qui viennent d'être annoncées, on peut considérer en règle générale qu'elles sont la conséquence de l'échec de la gauche. Nombre de préfets avaient été mis en place depuis cette perspective. Toutefois, il faut également tenir compte des aptitudes plus particulières de certains d'entre eux qui nécessitent qu'ils soient placés à tel endroit plutôt qu'à tel autre. C'est par exemple le cas pour le nouveau responsable de la DATAR, Chadeau. Dans les milieux proches de l'Élysée, on insiste sur la

nomination de Pandraud à la tête de la direction de l'administration générale et des affaires politiques. Celui-ci était autrefois à la direction de la police nationale et a été directeur adjoint des cabinets de Chirac, Poniatowski. Ce qui est un pedigree remarquable. Ce monsieur sera chargé, à ses nouvelles fonctions, de préparer les deux prochaines échéances électorales. Les élections cantonales et européennes qui sont en vues auront toute leur importance du fait qu'elles seront les premières depuis la cassure post-électorale de la gauche.

PRÉPARONS NOUS A LA LUTTE

Suite de la première page

PRÉPARONS NOS LUTTES RASSEMBLONS NOS FORCES

Dans la situation de faillite des perspectives des partis de gauche, l'exigence de la lutte, c'est en même temps la nécessité, pour la classe ouvrière, de s'organiser indépendamment de ces partis, de compter sur ses propres forces, de définir elle-même les objectifs et les formes de lutte, les formes d'organisation les plus efficaces pour réaliser l'unité de combat. C'est mettre pleinement à jour les aspirations révolutionnaires et la combativité nouvelles qui s'étaient développées dans les années 1973 et 1974.

Si les conséquences brutales de la crise, après 1975, se sont conjuguées avec les pressions renforcées des partis de gauche à l'approche des échéances de 1978, à présent, les conditions nouvelles rendent possible, à terme, le déclenchement de luttes d'ampleur. Pour que l'orientation révolutionnaire puisse alors s'y affirmer et s'y développer contre les tentatives de récupération, il faut s'y préparer dès maintenant.

Dès maintenant, il faut aussi rassembler les mouvements qui, d'une façon ou d'une autre, remettent en cause l'organisation capitaliste de la société. Il faut préparer les conditions pour qu'ils se rapprochent et s'unissent au combat de la classe ouvrière et se rangent nettement à ses côtés, dans les luttes d'ampleur qui peuvent se déclencher.

- Contre toutes les marées noires du capitalisme Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain ?
- Pas de libération de la femme sans socialisme, pas de socialisme, sans libération de la femme.

C'est bien à travers toutes les luttes et les aspirations d'aujourd'hui, la faillite de cette vieille société bourgeoise, impérialiste qui est en question. Aujourd'hui les illusions sur la possibilité de changer la société par le moyen des élections ont été ébranlées. Aujourd'hui, l'échec et la mort du programme commun pose avec d'autant plus de force la nécessité de définir une société radicalement nouvelle, en rupture complète avec la société bourgeoise. Aujourd'hui, nombre de militants et de sympathisants du PCF, à travers leurs interrogations et leurs critiques sur le fonctionnement du PCF, sur la tactique de l'Union de la gauche, sur la stagnation ou le recul de l'influence du PCF dans la classe ouvrière et sur la nature de l'URSS peuvent être amenés à remettre en cause le projet politique même du PCF, et à rejeter la perspective d'un capitalisme d'Etat.

Elle est pourrie la société bourgeoise. Ce que nous voulons, c'est le socialisme.

UNION, ACTION, RÉVOLUTION !

En cette journée du 1^{er} Mai, nous devons plus que jamais montrer que notre combat pour la révolution en France est solidaire du combat des ouvriers de tous les pays et du combat des peuples et nations opprimés contre l'impérialisme, le social-impérialisme et la réaction. Nous exigeons le retrait des troupes françaises du Tchad, nous réclamons l'indépendance pour les pays encore colonisés par la bourgeoisie française.

Nous soutenons totalement la lutte pour la libération de la Palestine. Nous dénonçons l'agression soviéto-cubaine dans la Corne de l'Afrique et les menées des USA, notamment en Afrique australe contre les peuples.

Nous combattons les dictatures fascistes d'Amérique Latine appuyées par Washington.

Nous sommes solidaires de la lutte des ouvriers et des dissidents contre les dictatures social-fascistes dans les pays de l'Est et en URSS.

Nous dénonçons les dangers de guerre que font peser les deux superpuissances et l'illusion trompeuse de la détente.

Nous soutenons les peuples qui, comme le peuple chinois, se sont engagés dans l'édification du socialisme.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

7 préfets de régions et 16 préfets départementaux changent de poste

**abonnez-vous
abonnez vos amis**



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
- La Commune de Paris (Lissagaray).
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
- Salaire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFDT)
- Nucléaire, danger immédiat.
- Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

**Sur présentation
de la carte «abonné-ami»
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

POLITIQUE

Débat organisé par le PCF à Aubervilliers

«IL FAUT FAIRE ENCORE PLUS»

Alors même que le Comité Central n'avait pas encore rendu publiques ses conclusions, les militants du PCF d'Aubervilliers organisaient, jeudi soir, un débat sur les élections. Le secrétaire du comité de ville et une conseillère animaient la réunion. Des vieux travailleurs, des jeunes, manifestement ce sont presque tous des militants du PCF.

Sur une grande bande-roule : «2 000 communistes à Aubervilliers, pour quoi pas vous». Dans la salle, quelque 55 personnes...

La conseillère municipale introduit la soirée : «Les partis de gauche ont fait un score intéressant. La moitié des Français s'est prononcée contre Giscard. Mais la gauche était désunie. Le flou a été entretenu par nos partenaires. Nous avons tout fait pour arriver à un accord mais en vain (...) Nous ne nous sommes pas trompés d'orientation. C'est le PS qui s'est trompé. De la force du PC et du soutien que lui donneront les masses populaires dépendra la solidité de l'union».

Le leit-motiv de la réunion est donné : «On n'a pas assez convaincu. Il faut faire encore plus, avec un parti encore plus fort». Un responsable essaie d'expliquer l'enjeu d'un «bon» accord face au PS, pour éviter par exemple une situation comme au Portugal. Il est interrompu brutalement : «On n'est pas au Portugal. Les images d'Epinal, on en a marre. Ça n'explique rien ! (...) On ne peut pas faire

l'union avec des gens comme Mitterrand.»

Ce vieux travailleur, militant du PC est mécontent de la politique de son parti. A ses interrogations, les réponses sont lamentables : «Nous n'avons pas de solution de rechange».

Les questions fusent, derrière lesquelles transparaît une grande amertume :

«- C'est peut-être l'accord du 13 mars qui nous a fait perdre les élections.

- Vous vous donnez des satisfecit. Où est l'autocritique qu'on devrait faire ? Depuis 1933 que je suis au parti, nous avons mené seuls le travail. Alors il n'est pas question aujourd'hui de se mettre à la remorque du PS. C'est le PS qui doit être à notre remorque !!!

A une jeune femme qui s'exprime au nom du PCF, le secrétaire du comité de ville fait sèchement remarquer qu'elle n'exprime que son point de vue. Contrairement à ce qu'elle dit, il prétend que : «70 % des cellules se sont déjà réunies pour analyser la situation». Et les autres ?

On en vient aux tribunes de discussion parues dans

Le Monde. Plusieurs militants reprochent à L'Humanité de ne donner qu'un seul son de cloche depuis le 19 mars. «Après ce qu'il faut bien appeler l'échec de la gauche, pendant 4 jours, L'Humanité n'a titré que sur la marée noire». «On est obligé d'acheter d'autres journaux pour savoir ce qui se passe dans notre parti». La réponse est sans appel. Les tribunes ne sont ouvertes qu'à la veille d'un Congrès. «Nous disons non au club de discussions, non au Congrès permanent».

Ce n'est vraiment que dans la salle que sont abordés les vrais problèmes, comme celui de la baisse du score du PCF dans le département (Seine St Denis), comme le vote extrême gauche et écologique, etc.

La conseillère municipale est bien obligée de reconnaître qu'ils ne dirigent pas toutes les luttes : «Toute lutte nouvelle n'est pas forcément fautive. Il faut que nous y réfléchissions». C'est le moins qu'on puisse dire...

Enfin, un jeune, plein d'énergie se lève : «Si Mitterrand on le connaît, pourquoi ne pas avoir fait pression sur lui, en mobilisant les travailleurs à la base. Il fallait créer des comités d'Union partout, dans les quartiers, les usines». Il intrigue. On ne le connaît pas celui-là ! «Es-

tu au PC ? Parce que par moments je suis entièrement d'accord avec toi ?

- Non.

- C'est dommage, que tu ne viennes pas avec nous. De quelle organisation es-tu ?

- Je suis à la LCR !!

Confusion significative. La soirée se termine par un véritable cocorico de la tribune «nous sommes les meilleurs (...), les seuls à lutter sur la ville (...), les seuls à vouloir clarifier le débat etc...»

A noter en passant quelques perles de la soirée :

Sur la misère :

«La misère ne touche pas que les ouvriers, elle touche aussi les architectes par exemple, à qui on ne demande plus de construire des maisons».

«En tant que prof communiste, j'exprime la misère avec mes mots d'intellectuel. Pour moi, la misère, c'est de rencontrer 60 fautes dans une copie de terminale...»

Conclusion

Décus, mécontents, impatients, amers, les gens auront sans doute quitté la salle avec les sentiments qui les animaient déjà en entrant. Obstinés, les responsables ont répondu aux questions, sans rien remettre en cause des choix du PCF.

Marianne GIRARD

Les élections n'ont rien changé. Unissons-nous pour la lutte.

Meeting Débat

autour du thème : après la mort du programme commun, préparons l'alternative

Un jeune de retour de Bretagne témoignera sur la marée noire.

Projection du film *Pour demain*.

**Vendredi 28 avril à 20 h 30
salle Lucien Français - Vitry**

- Cellule Fernand Yveton du PCR ml
- Cercle UCJR Yvry - Vitry

**Rennes : les élections
n'ont rien changé
la gauche a fait faillite**

Préparons-nous à la lutte pour l'indépendance nationale

La paix et l'unité avec le Tiers Monde

Préparons la révolution socialiste

Manifestation **Lundi 1^{er} mai 10 heures,**

place de la Mairie,

à l'appel des Communistes marxistes-léninistes

de France, de l'Humanité Rouge,

du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

de la JCMLF et de l'UCJR

**ROBERT FABRE
CONTRE L'UNION
DE LA GAUCHE**

est trop souvent apparu comme un appendice du Parti socialiste».

Robert Fabre confirme sa volonté de voir le MRG s'éloigner de l'Union de la gauche : «Il faut que notre mouvement retrouve enfin sa totale autonomie. Le MRG

On s'en doutait, il prend position pour Maroselli, le candidat de la «droite» des radicaux de «gauche» à la présidence du mouvement.

**Politique Hebdo :
et maintenant... ?**

Politique Hebdo disparaît à l'automne. Ces informations que nous connaissions depuis quelques semaines sont quasiment officiellement confirmées. Un éditorial de l'hebdomadaire l'avait suggéré il y a peu de temps. Toutefois, *Politique Hebdo* serait remplacé par une revue qui pourrait s'appeler *Maintenant* et qui serait fabriquée à la fois par des militants du PCF (Eileinstein, Jacques Frémontier - démissionnaire de la direction d'Action -, Christine Bucu-Glucksmann, un représentant du CERES, deux personnalités proches d'un autre courant du PS, Claude Bourdet pour le PSU, un écologiste, un dirigeant de la Ligue - ex-dirigeant du PSU -, etc., sans oublier une représentante des groupes femmes.

On se doute que ce projet ne déplaît pas, tant s'en faut, à la direction du PCF, même si c'est dans sa nature de se méfier de tout ce qu'elle ne contrôle pas de bout en bout. L'essentiel pour elle est cependant que l'orientation de l'hebdomadaire consistera à relancer la moribonde Union de la gauche.

Depuis des années, *Politique Hebdo* joue son rôle de soutien critique aux partis de gauche. Il semble bien qu'il entende continuer en s'adaptant aux conditions nouvelles nées de l'échec de l'Union de la gauche.

**LE PS GERE
AVEC LA DROITE**

Le PS vote avec Chaban-Delmas le budget de la communauté urbaine de Bordeaux. Au niveau national on n'en est pas encore là... Mais toujours est-il qu'à Bordeaux, droite et gauche ont conclu un accord depuis août 1977 qui lie les communes gérées respectivement par l'une et par l'autre.

**Achetez
tous
les jours
dans
le même
kiosque
le Quotidien
du Peuple**

LE TRISTE 1^{er} MAI DES CONFÉDÉRATIONS

Pour la CFDT, le numéro de *Syndicalisme Hebdo* de cette semaine n'aborde le premier mai que sous deux aspects : la solidarité avec l'Afrique Australe, et « la recherche d'expressions nouvelles » pour le premier mai. Bien sûr, il est important que les travailleurs fassent du premier mai une journée internationale, mais cela ne doit pas dispenser les directions syndicales de donner des objectifs précis concernant la lutte dans notre pays. Alors que les travailleurs doivent faire face à une brutale agression contre leur pouvoir d'achat, rien sur la question, pas plus que sur d'autres comme le chômage. Au lieu de cela, on nous explique : « Le premier mai reste un jour de lutte et de commémoration pour le mouvement ouvrier. Ce qui n'empêche pas la CFDT, qui sera présente dans les défilés à Paris et en province, de continuer à s'interroger sur les moyens

● On peut dire que cette année, les confédérations n'auront guère fait d'effort pour mobiliser les travailleurs le premier mai. Dans leur presse officielle, il n'y en a pour ainsi dire pas trace.

de redonner au premier mai sa véritable symbolique. Bien sûr, certains ont tout fait, depuis des années, pour anesthésier cette journée de lutte par la vente du muguet ou des défilés-procèsions. Cela dit, ce n'est pas par des gadgets ou « des formes d'expression qui restent à inventer » qu'on peut faire du premier mai ce qu'il doit être. Si l'on ne pose pas la question des objectifs de cette journée, (des revendications entre autres), c'est se cacher derrière un flou artistique. Dire qu'on sera « présent dans les défilés », c'est bien y participer du bout des lèvres, refuser de mobiliser sérieusement.

Du côté de la direction CGT, pas beaucoup d'indications non plus. Le dernier numéro de la *Vie Ouvrière* se contente de

publier des reproductions d'affiches sur le thème du premier mai depuis 1894... Pas la moindre indication sur la position confédérale face au premier mai de cette année.

Quelques éléments sont donnés, par contre, dans *L'Humanité* de jeudi : des extraits d'une déclaration de Ségué. 4 thèmes sont mis en avant : faire pression, à quelques jours de négociations qui « doivent s'engager dans tous les secteurs », tester les intentions unitaires de la CFDT « donner la mesure de l'attachement des travailleurs français aux traditions de solidarité ouvrière de notre mouvement ouvrier », enfin, « faire échec au complot contre la liberté en Europe, et en particulier au terrorisme ! Sur ce dernier point, il est douteux que Georges Sé-

guy réussisse à faire crier des millions de soutien à la Démocratie Chrétienne italienne. Quant à l'attachement aux libertés, il risque de se faire demander des comptes sur ce qu'il faisait il y a une semaine à Prague. Enfin, ce n'est pas pour réclamer des miettes que les travailleurs manifesteront lundi !

Visiblement, d'un côté comme de l'autre, les directions syndicales n'ont pas grand chose à proposer aux travailleurs, pas même leur habituelle camelote en faveur du Programme commun ! Raison de plus pour poursuivre le débat ce jour-là, sur le bilan de la période passée, et affirmer la voie de la lutte ?

A NOS LECTEURS

Pour permettre au *Quotidien du Peuple* de rendre compte le mieux possible de la journée du premier mai, téléphoner au QdP lundi, entre 17 et 20 h.

Chimie : des licenciements « indolores » à la restructuration

LE PATRONAT EUROPÉEN DEMANDE UN « PLAN DE SURVIE »

● Dans un récent article (voir QdP du 26 avril) nous remarquons que contrairement à ce qui se passe dans la sidérurgie, la construction navale ou le textile, le secteur chimique n'avait pas entrepris ces dernières années de grandes restructurations. Au contraire elle licencie de « petits paquets » d'ouvriers

Le patronat européen de la chimie, emboitant finalement le pas à ses collègues du textile ou de la sidérurgie, vient de demander officiellement à la Communauté Européenne (C.E.E.) la mise en application après étude, d'un « plan de survie » dans le domaine notamment des matières plastiques. Et le patronat entend que les choses aillent vite.

L'industrie chimique européenne a d'énormes difficultés, expliquent les patrons des trusts : les capacités de production ne sont utilisées, globalement, pour l'Europe, que de 60 à 70 %. Et ce, parce que selon le patronat, il ne peut en être autrement, vu la baisse de la demande. Cette surcapacité de production et l'importance de la production elle-même par rapport aux possibilités d'écoulement, risquent d'ailleurs d'augmenter : le C.E.F.I.C. (Conseil Européen des Fédérations (patronales) de l'industrie Chimique) prévoit une capacité effective de production en Europe de 14,77 millions de tonnes pour 1979, une production moindre (12,45 millions de tonnes) mais encore bien supérieure aux possibilités de vente qui seront limi-

tées à 11,82 millions.

En France même, les capacités de production, en 1977, n'ont de même été utilisées qu'à 89 % et malgré cela les ventes ont baissé.

Le patronat explique cette mévente par la surproduction et les prix trop élevés de leurs produits, qui ne peuvent raisonnablement affronter les produits américains, vendus, jusqu'à 20 % moins chers sur le Marché Européen.

Mais les travailleurs ne sauraient accepter ces raisonnements et leurs conclusions logiques. Car ce qui se profile derrière le « plan de survie » demandé n'est autre qu'un plan de restructuration. 1 200 licenciements sont d'ores et déjà annoncés, dont 400 chez Péchiney Ugine Kuhlmann et 200 chez CDF Chimie (après les 150 de l'usine de Mont - voir encart). Parallèlement, le patronat européen entend spécialiser chaque pays, dans un type de production particulier. En France, le patronat entend se « reconvertir » vers les secteurs plus rentables de la chimie fine (colorants...). PUK en particulier. Les travailleurs n'ont qu'un moyen pour faire échec à ces sinistres projets : la lutte !

de ci de là. Cette situation particulière pendant laquelle quelques centaines de travailleurs ont tout de même été jetés sur le pavé, s'expliquait par la relative expansion de ce secteur, ces dernières années. Mais les choses sont en train de changer...



CDF (Mont) : 5 mois de lutte

Depuis le mois de décembre 1977, la majorité des travailleurs de l'entreprise CDF à Mont, près de Pau, occupent leur usine, jour et nuit. Les travailleurs jusqu'à la date de la fermeture fabriquaient du Polyéthylène à partir du gaz de gisement de Lacq (ce produit rentre dans la composition des bouteilles plastiques, des cordages, des filets, sacs poubelles, emballages divers, et est utilisé également pour les travaux d'étanchéité dans le bâtiment)...

Les travailleurs refusent les mutations proposées qui auraient pour conséquence un déménagement à 600 km de leur région, avec des diminutions de salaires et la déqualification. Ils ont imposé par leurs actions, un jugement favorable à leur occupation, mais la direction a réussi à faire nommer deux experts pour vérifier si les conditions de sécurité étaient remplies dans l'usine occupée ! Les menaces d'expulsion existent donc de nouveau.

Imprimerie Berger-Levrault
à Nancy

LA LUTTE DES FEMMES CONTINUE

Il faut obliger le patron à céder

● Depuis le jeudi 20 avril, chaque jour à des heures différentes, des arrêts de travail sur le tas, ont entraîné au façonnage un ralentissement important de la production ainsi qu'au service fiduciaire et cela causant le minimum de perte de salaire aux grévistes.

Malgré ce débrayage, la direction continue d'afficher le plus grand mépris pour les revendications des femmes du façonnage : le poinçon pour toutes et la revalorisation de leurs salaires.

Jeudi 27, les grévistes menacent d'occuper le bureau du patron si les négociations ne sont pas engagées. Finalement, le PDG, assisté de 2 acolytes, accepte une entrevue avec les ouvrières en lutte. Mais, grossier et hautain, qualifiant la grève de « chahut » et traitant les déléguées de menteuses, utilisant tantôt le chantage à la concurrence, tantôt le chômage, il confirme son ignorance totale de l'injustice faite aux femmes et choisit la fuite devant les questions des grévistes. L'image de marque d'un patron soi-disant « social » vient d'en prendre un coup.

COMMENT FAIRE CÉDER L'INTRANSIGEANCE PATRONALE ?

Ecoeurées d'un tel cynisme, les femmes confirment aussitôt leur détermination à aboutir : « Ce n'est pas le moment de lâcher ». La poursuite des débrayages est décidée pour le lendemain ainsi qu'une demande de conciliation au niveau régional.

La solidarité s'organise aussi : depuis le matin, les pétitions circulent dans tous les ateliers et un soutien financier de 3 francs par jour est demandé à chaque ouvrier. Collectes qui seront réparties prioritairement aux femmes seules et chargées de famille, selon les vœux de tous les grévistes.

POURQUOI NE PAS METTRE LES HOMMES DANS LE COUP ?

Cette question est bien souvent dans la bouche des grévistes. Au façonnage, les hommes ont déjà fait 2 heures de grève pour appuyer les femmes. Et aux presses Offset, les gars sont assez chauds pour partir, surtout les margeurs et réceptionnistes, les plus exploités.

LA LUTTE POUR LES SALAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS !

La lutte des femmes au façonnage a pour objectif

principal au départ : en refusant la notion de salaire d'appoint, mettre fin à une discrimination systématique envers les femmes en matière de salaires et de classification.

Mais d'autre part, surtout depuis l'annonce de la hausse des tarifs publics décidée par Barre, l'inquiétude est vive chez les femmes. Elles, qui font le plus souvent les courses et le ménage, revendiquent le maintien de leur pouvoir d'achat. En fait, face à cette effarante hausse des prix, beaucoup sont prêts à bouger parmi les petits salaires. Le patron ne s'y est d'ailleurs pas trompé : « Céder aux femmes, dit-il, ce serait admettre une hausse générale des salaires, ce que l'entreprise ne pourrait supporter ! »

« En attendant, c'est nous qui devons supporter la hausse des prix. Pas d'accord ! » Tout le problème est là : la victoire des femmes sera la porte ouverte pour tous les petits salaires, d'où l'importance de gagner cette lutte en :

- bloquant le maximum de commandes,
- en assurant une plus grande participation des hommes au conflit,
- en popularisant la lutte des femmes à l'extérieur de l'entreprise pour faire « plaisir » au PDG, si sensible à sa réputation sur la place de Nancy.

C'EST LA DÉMOCRATIE QUI A PERMIS D'UNIFIER LES FEMMES IL FAUT LA RENFORCER

La réunion quotidienne des grévistes, forme nouvelle de démocratie ouvrière chez Berger-Levrault, a joué un rôle important d'encouragement à la lutte : « Se retrouver toutes ensemble, résoudre les problèmes collectivement, cela remonte drôlement le moral ».

Et on s'aperçoit ainsi que les femmes ne manquent ni d'idées ni de sens de l'initiative lorsqu'elles ont les moyens de s'exprimer et de prendre leurs affaires en mains.

Expérience qu'il faut continuer et qui est riche aussi pour la section syndicale CGT, qui se voit ainsi renforcée par des ouvrières exigeantes en matière de démocratie et décidées à faire de leur syndicat un outil de lutte pour les plus exploités.

LUTTES OUVRIERES

LMT :
3^e semaine
de grève

Les travailleurs de LMT sont en grève depuis le 4 avril pour l'augmentation des salaires :

- 430 F pour les salaires jusqu'à 3 000 F,
- 380 F pour les salaires jusqu'à 4 000 F,
- 330 F au-dessus de 4 000 F.

- LMT c'est la boîte dont on ne parle pas beaucoup sur Nantes et pourtant il y a beaucoup à dire.

- LMT ce sont les bas salaires, des conditions de travail pénibles, ce sont les cadences infernales, c'est la répression, les brimades de toutes sortes, les chefs zélés et tâtillons, les dépressions nerveuses, les problèmes de vue, et la liste est loin d'être finie.

- Aujourd'hui, les travailleurs se battent pour leur salaire. Le mouvement de grève regroupe les secteurs de production (magasin, fabrication cartes, essais) ainsi que le personnel des bureaux (service technique, service logicière, méthodes).

- Chaque secteur débraye de la façon qui lui semble la plus efficace. C'est le personnel de la production qui débraye le plus.

Le personnel des bureaux organise une solidarité financière dans les secteurs qui ne font pas grève. Des assemblées générales de tous les travailleurs ont lieu réguliè-

rement pour décider de la suite du mouvement.

AFIN DE BRISER
LA GREVE,
LA DIRECTION JOUE
LA CARTE DE
LA REPRESSION

- Des avertissements pour avoir défilé dans les ateliers avec des pancartes.

- 7 mises à pied aux essais-calculateurs. Le patron leur reproche d'avoir exercé des pressions sur les clients PTT, ainsi que la multiplicité des arrêts de travail.

- De nombreuses lettres individuelles signifiant une minorisation de salaire allant de 15 % à 47 % pour la semaine du 10 avril au 14 avril, cela pour baisse de production.

- Trois jours de mise à pied pour une vingtaine de travailleurs pour être intervenus «fermement» auprès de leur chef de service.

LA LUTTE CONTINUE

Malgré toute la répression, les travailleurs sont déterminés à obtenir satisfaction.

Les travailleurs se préparent à faire le plus large appel à la solidarité.

D'après APL, aux dernières nouvelles, la direction a décidé le chômage technique.

DE PLUS EN PLUS D'HÔPITAUX
EN GREVE

Les hôpitaux de la région centre, les plus anciens dans l'action, étaient appelés jeudi par la CFDT et la CGT à participer à une journée régionale d'action qui s'est traduite par des délégations aux DDASS des préfectures. A Romorantin, Blois, Orléans, Bourges la grève est reconduite quotidiennement lors d'assemblées générales. Une consultation à bulletins secrets dans les services a eu lieu à l'hôpital de Blois où 70 % du personnel est favorable à la poursuite de l'action. De même à Romorantin, où il a été décidé de tenir chaque jour des rassemblements devant la direction, qui, tout en se déclarant favorable à la revendication des grévistes concernant les 13 h se dit incompétente. Dans le Morbihan, l'action se poursuit sous diverses formes : grèves, débrayages, délégations, manifestations,

meetings dans les hôpitaux de Lorient, au centre Charcot, à Pontivy, Vannes, etc... Situation identique dans les hôpitaux du Finistère à Brest, Morlaix, Carhaix, Ploufouven, Quimper, Quimperlé. En Bretagne une manifestation régionale est prévue.

Le mouvement s'étend également dans de grands centres, un peu partout en province : Cannes, Antibes viennent de rejoindre dans l'action Toulouse, Bordeaux, Marseille, Nice, Saint-Etienne, Caen...

Une réunion syndicale CGT et CFDT devait se tenir jeudi : qu'en ressortira-t-il ? Ce qu'attendent des milliers d'hospitaliers qui mènent la lutte depuis des semaines, c'est un appel national jetant les bases d'une coordination des hôpitaux déjà en lutte et permettant au mouvement de s'étendre.

Catherine Mégevant



Caisse d'épargne parisienne

UNE EMPLOYÉE CANDIDATE
AUX ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES LICENCIÉE !

Assemblée générale jeudi

● Une employée, dactylo de la Caisse d'Épargne Parisienne, rue du Louvre à Paris, s'est vu notifier son licenciement en début de semaine.

Les motifs grossiers de cette décision prise par la direction de la Caisse, cachent mal que l'on a affaire à un licenciement répressif.

C'est en début de semaine donc, que l'employée a reçu sa lettre de licenciement. Les motifs mis en avant par la direction sont, selon la section syndicale CFDT au nombre de trois.

L'employée se voit d'abord reprocher un «travail insuffisant». Accusation saugrénue : quatre ans pour s'apercevoir de cette «insuffisance» voilà qui est un peu long ! De plus, une telle accusation est contradictoire avec le fait que l'employée, auxiliaire jus-

qu'en 1977, était passée, en janvier 1978, dans une catégorie supérieure, lui ouvrant la voie de la titularisation. A cause de son «insuffisance» sans doute... Autre reproche : alors que cette dactylo était en arrêt maladie, elle est accusée par la direction d'avoir assisté à un procès intenté par la Caisse à un ancien employé, et cela en dehors des heures légales de sortie autorisées. La section CFDT refuse également ce motif, qui revient à légaliser le droit de

la direction à contrôler parallèlement et bientôt à la place de la Sécurité sociale, les employés malades, ce qui serait un dangereux précédent à la Caisse d'Épargne.

L'employée est enfin accusée d'avoir «fait des fautes de frappe» durant son travail ! Outre le côté ridicule de ce motif, la section CFDT fait remarquer qu'il a été ajouté au dossier, particulièrement vide après que le licenciement ait été envisagé...

En fait, toutes ces accusations ne sont qu'un prétexte destiné à se débarrasser d'une employée jugée trop encombrante aux yeux de la direction.

Celle-ci était en effet membre de la commission

exécutive de la CFDT jusqu'à l'année dernière et avait participé très activement en tant qu'auxiliaire et malgré les risques de répression, à la longue grève de l'année 1976.

Aujourd'hui encore, elle est membre d'une commission du comité d'entreprise et se présente sur les listes aux élections professionnelles à ce même comité. Les élections ont d'ailleurs été repoussées par la direction...

Cette dernière veut également, pour l'exemple intimider les 150 auxiliaires de la Caisse, les dissuader d'une quelconque velléité de révolte à l'avenir, entre autres contre leurs conditions de travail qui n'ont pas fondamentalement changé depuis la grève.

L'employée «licenciée» vient toutefois à son travail depuis une semaine, accompagnée par ses camarades mobilisées contre une éventuelle intervention des forces de police et de l'huissier. Jeudi, la section CFDT invitait le personnel à une assemblée générale afin de discuter des actions à entreprendre en vue de la réintégration de l'employée.

Le SUACCE («syndicat unifié» lié à la CGT) a refusé de s'associer à cette assemblée générale, préférant appeler, seul à une demi-journée de grève, bien insuffisante pour faire céder la direction.

Richard FEUILLET

Slava (Besançon) :
victoire
contre les patrons
soviétiques

Depuis une semaine, les travailleurs de l'entreprise soviétique d'horlogerie Slava à Besançon étaient en grève totale. Jeudi à 14 h 30, un protocole d'accord a été signé.

La direction soviétique, expliquait son refus de toute négociation par le fait qu'elle doit respecter «les règles françaises» autrement dit le plan Barre d'austérité et plus particulièrement les 6,5 % d'augmentation annuels «autorisés» !

- Ils ont obtenu :
- 155 F d'augmentation, ce qui fait à peu près 6 % pour les plus bas salaires,
- 40 h, mais étalées sur plusieurs mois,
- 13^e mois (n'est plus aléatoire),
- 2 jours de grève payés.

Sur cette base victorieuse, le travail a repris.

Carel et Fouché (Eure) :
750 occupants
contre 97 licenciements

Les 750 travailleurs de l'entreprise Carel et Fouché de Gaillon Aubevoye, dans le département de l'Eure, occupent leurs locaux de travail depuis mardi, en vue de s'opposer à 97 licenciements décidés par la direction. L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de matériel ferroviaire. Des menaces de licenciement pèsent aussi dans l'usine Carel et Fouché, du Mans.

Couleurs (Pré-St-Gervais)
400 F pour tous !

Les 100 travailleurs de l'entreprise «Couleurs», au Pré Saint Gervais, en Seine St Denis, sont en grève totale depuis le 26 avril, avec leur section syndicale CGT. Ils exigent une augmentation de 400 F pour tous ainsi que le paiement intégral de leurs salaires amputés par de récentes mesures de chômage. 70 % des travailleurs sont des ouvriers immigrés.

STD Argenteuil

Occupation de nuit contre les
risques de déménagement

L'entreprise de reliure STD emploie environ 120 salariés, en majorité des femmes. Les salaires sont misérables : une OS gagne 1 800 F au bout de 10 ans, et encore les ouvriers ont-ils dû batailler pour obtenir une augmentation de salaire au mois de février. Vendredi, dans la nuit, quelques ouvriers furent avertis que le patron avait entrepris de faire sortir la moitié des machines et des camions de l'entreprise, mettant ainsi à exécution les projets qu'il avait annoncés au person-

nel quelques jours auparavant : licenciement de 60 travailleurs et liquidation de la moitié du matériel. Les ouvriers alertés se regroupèrent devant les portes de l'usine, empêchant ces déménageurs très spéciaux, armés de matraques, de continuer leur sale besogne. Depuis, le travail a repris la journée et chaque nuit des équipes sont constituées par les travailleurs pour assurer une occupation permanente et se protéger des mauvais coups du patron qui ne recule devant aucun

procédé. Mardi soir, le gardien de l'usine par ailleurs délégué syndical FO a menacé un ouvrier avec un pistolet 6,35 mm chargé. Une pétition a été rédigée par les travailleurs de STD pour le départ de ce nervis de la direction. Un meeting de protestation, à l'appel de la CGT devait se tenir devant la porte de l'entreprise.

Les travailleurs de STD appellent la population d'Argenteuil à venir discuter avec eux et à les soutenir.

Incendie criminel dans la cité des Francs-Moisins à Saint-Denis

LA REVOLTE GRANDIT

Alors que l'odeur de brûlé n'a pas disparu, que la carcasse calcinée du foyer de la Sonacotra rappelle le drame qui s'est produit lundi, un incendie criminel a été perpétré ce jeudi matin dans l'immeuble voisin du même type.

Parallèlement, la municipalité PCF et son service social s'emploie à briser toute organisation autonome des immigrés qui se sont regroupés autour des familles sinistrées...

C'est une femme portugaise qui s'en aperçoit la première. Aussitôt c'est l'alerte, les flics omniprésents depuis lundi, appellent les pompiers par radio (il n'y a toujours pas de téléphone public dans le quartier malgré une demande déjà ancienne des habitants), qui interviennent rapidement, maîtrisant l'incendie naissant... Sa propagation n'a pu, heureusement, être aussi rapide que lundi ; allumé

dans la cave, seul endroit en dur du bâtiment, il n'a pas trouvé le combustible de choix que sont les cloisons ultra-légères composées de carton, polystyrène et carton. Mais si la fumée, dégagée par le début de combustion des divers matériaux humides entreposés dans cette cave n'avait alerté les habitants de l'immeuble, c'était une autre catastrophe qui touchait les familles portugaises du Roy des Barres,

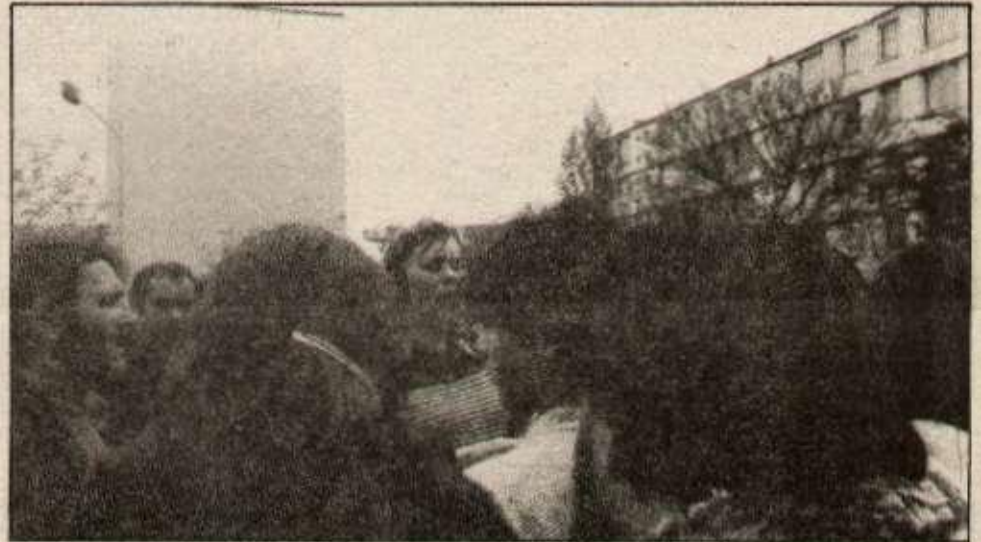
Une fois de plus les extincteurs sont inaccessibles ou vides...

INCENDIE CRIMINEL

Les habitants de l'appartement du rez-de-chaussée au-dessus de la cave où a été allumé le feu, affirment avoir entendu une très légère explosion (comme un éclatement) avant d'apercevoir de la fumée. Un locataire, qui s'est précipité sur les lieux a vu «une traînée de feu» comme si on avait versé un liquide inflammable. D'autre part, une lettre a été trouvée sur place, rédigée en portugais et en espagnol, et disant en substance : «Les autres ont souffert, vous souffrirez plus». Mesure d'intimidation, ou volonté de faire des victimes ? Dans l'un ou l'autre cas, qui y a intérêt ?

Bien sûr, dès que l'incendie s'est déclaré, tous les locataires ont quitté leurs appartements, se regroupant à l'extérieur à proximité de l'immeuble ; les conversations vont bon train... il n'y a pas de scène de détresse comme il y en avait lundi. Non, mais une indignation et une révolte...

Ceux qui logeaient dans l'escalier situé au-dessus de la cave incendiée sont déclarés sinistrés, bien qu'il n'y ait qu'un appartement qui ait souffert. Les flics ont dressé des barrières, et il faut dûment justifier de son identité pour rentrer dans le bâtiment. Les flics accompagnent les locataires qui veulent récupérer quelque chose chez eux, et ils doivent entreprendre une



«visite» des appartements... Les flics, les flics... partout... Soupçonnerait-on les habitants d'être des incendiaires ?

«LE BÂTON DES DEUX BECS»

Si cet incendie n'était qu'une intimidation, la manœuvre semble échouer lamentablement... Loin d'être apeurés par cet acte lâche, les habitants ne sont que plus déterminés et montrent une volonté de s'organiser pour exiger des logements qui soient sûrs. Cette volonté s'était déjà affirmée dans les jours précédents, mais elle n'est pas du goût de la municipalité PCF de Saint-Denis. Celle-ci essaie d'isoler à tout prix les familles sinistrées, et empêche l'organisation sur place des immigrés, sinistrés et habitants de la cité.

Ainsi, l'association des habitants de Francs-Moisins, organisation autonome de la municipalité, s'est vue réprimer alors qu'elle tenait une réunion avec les victimes mercredi soir au centre social du quartier.

Les flics, appelés par une assistante sociale de la mairie ont «dispersé» la réunion... Le lendemain matin même scénario, pour une réunion plus large et tout aussi autonome du PCF. La municipalité veut éviter cette organisation autonome, qui risquerait de l'accuser dans la part de responsabilité qu'elle a dans la construction de cette cité de transit (arrangement avec la Sonacotra, permis de construire). Par contre le PCF fait grand cas des mesures qu'elle prend «pour venir en aide aux sinistrés et des démarches qu'elle a entreprises auprès des services publics et de diverses organisations en vue d'assurer un relogement définitif des familles sinistrées».

Mais ce qu'ils oublient de dire c'est que le PCF contrôle d'une part l'office public d'habitation de St-Denis, d'autre part l'office au niveau départemental. Ce qu'ils oublient de dire aussi c'est que de nombreux logements sont vides, à St-Denis et dans les communes voisines, éga-

lement PCF.

Un sinistré du deuxième incendie, portugais également, qui connaît de longue date les agissements de la municipalité, nous dit d'elle que c'est un «bâton des deux becs», expression portugaise pour dire que les gens de l'assistance sociale ont un double langage.

Il se souvient lorsqu'il est arrivé en France, plus précisément au «bidonville des 4 000» (le plus grand bidonville à la Courneuve qui regroupait 4 000 familles) de la baraque qu'il a dû construire pour abriter sa famille, et lorsque celle-ci a été achevée, de sa destruction sur ordre de la mairie, qu'il a dû errer à la recherche d'un logement... des petits cadeaux qu'il fallait faire au gardien (municipal) pour pouvoir rester...

Politique des petits cadeaux employée aussi, semble-t-il, au moment de la résorption du bidonville, pour être relogé dans du «dur». Il se souvient également lorsque l'association qui regroupait les familles portugaises a demandé une salle pour suivre des cours de portugais, il leur a été répondu : «Ici, c'est pour le français, le portugais c'est là-bas, au Portugal!»

De la tentative de liquidation des éléments combattifs de cette association par des brimades et des gênes... (en oubliant des dossiers par exemple). Il se souvient de cette assistante sociale qui a été licenciée «parce qu'elle était du côté des Immigrés».

Mais, fort de cette expérience, il s'organise avec les familles et ce ne sont pas les manœuvres de division et d'isolement qui arrêteront leur détermination pour la satisfaction des revendications qui commencent à se formuler : notamment un logement sûr et décent avec un loyer modéré, et non pas des loyers de 800 F, comme certains payent actuellement, pour ces cimetières en sursis !

D'où qu'il vienne, l'acte criminel n'aura pas le résultat escompté ! La mobilisation se renforce, la révolte grandit !

Pierre CHÂTEL

«C'est de l'assassinat !»

Triste paradoxe, de nombreux travailleurs logeant dans ces «poudrières» que sont les bâtiments du type de ceux qui existent à la cité de transit Leroy des Barres, étaient les ouvriers qui ont construit ces logements.

«On travaillait à la tâche, et pour nourrir la famille on était obligés d'aller vite, de poser les panneaux sans mettre les cales... on est exploité au travail et dans le logement».

La Sonacotra avait un procédé de fabrication rapide, des matériaux de construction «économiques» : une simple armature métallique supporte des planchers de bois, en dessous un faux plafond pour faire plus propre, mais où l'air peut s'engouffrer, comme il semble que ce soit le cas pour l'immeuble détruit lundi. Mais surtout des panneaux préfabriqués composés de polystyrène (qui dégage des gaz toxiques lorsqu'il se consume, comme au «5x7») des alvéoles de carton, une planche d'agglomérés de bois ! Tous matériaux fortement inflammables, pour l'extérieur, de fines plaques métalliques. Et il n'est pas besoin d'être expert pour voir les risques d'une telle construction «c'est de l'assassinat» dira, révolté, un jeune de quinze ans.

Hôpital Morvan à Brest

GREVE ADMINISTRATIVE ET MARÉE NOIRE

Les travailleurs hospitaliers du CHU Morvan de Brest n'ont pas attendu les élections pour se mettre en grève. Une grève administrative particulièrement efficace, car elle fait perdre des recettes considérables à l'administration. Nous avons rencontré plusieurs travailleuses de Morvan, militantes syndicales, engagées dans la lutte contre la marée noire.

«D'emblée la colère a été grande. Il y a des gens qui ne bougeaient pas habituellement, qui étaient prêts cette fois à faire grève. Ils attendaient une réaction syndicale à la hauteur de l'importance de la pollution». A la manifestation du lundi de Pâques, les hospitaliers étaient nombreux. Et ils n'ont pas été de reste lorsqu'il s'agissait de crier : «Grève syndicale». La déception a suivi, suite à

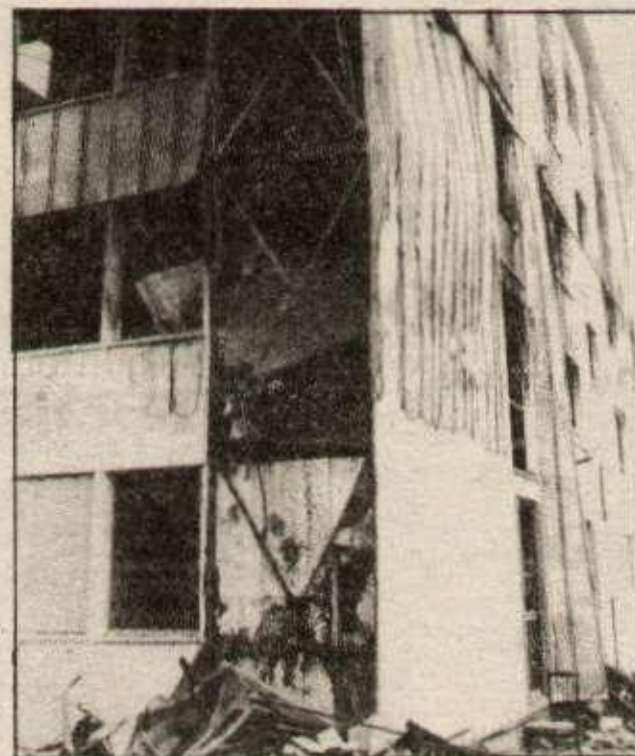
l'inaction des directions syndicales. «Alors qu'on fait des grèves de 24 heures pour moins que ça, ils n'ont rien fait. Avant les élections il y a eu des journées d'action dans le secteur public. C'était assez ambigu. Une responsable CGT est descendue de Paris pour nous appeler à voter à gauche ! Nous, nous avons saisi ces journées d'action pour lancer notre grève administrative».

Le mouvement de grève à Morvan a pour but la satisfaction de revendications salariales, et la réduction du temps de travail. Pourquoi a-t-il eu cette ampleur à quelques semaines des élections alors même que la gauche promettait la satisfaction de nombreuses revendications ? «Il y a eu chez beaucoup l'espoir que la gauche passe. Mais en

même temps, ils étaient incertains et méfiants et commençaient avant les élections un mouvement revendicatif».

Le conseil d'administration de l'hôpital comprend entre autres le maire socialiste et le maire adjoint PCF de Brest, tous deux candidats aux législatives... La grève les dérange, mais contre elle ils ne peuvent agir ouvertement tant que la combativité et l'unité des travailleurs sont aussi solides. D'autant que pour les travailleurs l'échec de la gauche n'est pas synonyme d'échec de la lutte : «Moi, je pense que les gens passeront désormais plus facilement outre aux directions syndicales. Ils auraient tendance à être plus violents, plus durs maintenant», nous a expliqué une aide soignante.

Pierre PUJOL



Rectificatif

Dans l'introduction de l'article «Pour des transports au service des usagers» (QDP du 28 avril p.9), il fallait lire «plus de trois heures perdues chaque semaine par un million de personnes» et non pas bien sûr «un millier».

INFORMATIONS GENERALES

Communiqués de presse

Meeting de soutien
aux foyers Sonacotra de Villejuif, Ivry

Dimanche 30 avril à 13 heures, rue Alexandre Dumas
(Bus 131, Porte d'Italie - arrêt : Place du 8 mai 1945)
Intervention, débats, films, spectacles...

LA PSYCHIATRIE,
ARME DE DOMINATION POLITIQUE
ET IDEOLOGIQUE

Le Groupe Information Asiles, le Collectif d'Enquête et d'Études sur les Pratiques Psychiatriques, le Comité de Lutte des Handicapés, le Comité d'Action des Prisonniers, organisent un meeting le
29 avril 1978 de 14 h 30 à 18 h
Salle Ambroise Croizat de la Bourse du Travail
3 rue du château d'eau, Paris 10^e
Métro République

Au cours de ce meeting le GIA et le CEEPP feront le point de leurs luttes contre l'appareil psychiatrique, montreront comment ils s'y sont pris et à quelles analyses ils sont arrivés sur le fonctionnement de cet instrument d'oppression.

Le CLH interviendra pour montrer comment la psychiatrie contribue à marginaliser les handicapés dans le domaine de l'éducation, du travail et de la sexualité.

Le CAP montrera la place croissante prise par la psychiatrie dans le fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Des internés, ex-internés, feront part de leur expérience de la psychiatrie et expliqueront comment ils sont parvenus à entrer en lutte contre elle ; comment ils la poursuivent avec le GIA et le CEEPP.

Au 85/87 avenue d'Ivry à Paris (13^e), immeuble occupé depuis plus de six mois et dont les occupants sont menacés d'expulsion à partir du 6 mai. Un grand bal est organisé à l'occasion du 1^{er} mai.

Le début des festivités et de l'animation est prévu lundi 1^{er} mai à 18 h.

(Une vente de montres Lip aura peut être lieu)
Venez nombreux !

A Aix en Provence, les différents groupes femmes se regrouperont derrière une banderole commune sur le thème :

«Femme et Travailleur
Double exploitation
Cette société nous la changerons !»

Les normaliens portent plainte

Les trois manifestants blessés, le 30 mars, par une brutale intervention policière, alors que les normaliens étaient devant le rectorat pour appuyer leurs revendications, ont décidé de porter plainte, pour coups et blessures... Les flics répondent par une plainte contre les manifestants !

Rectificatif : L'amende du normalien d'Aix, accusé de rébellion est de 500 F et non de 50.

Angleterre : un traitement de cheval...

40 personnes sont mortes l'an dernier en Angleterre après avoir mangé de la viande d'animaux mal soignés. Les traitements habituels qui avaient du soigner sans problèmes ces intoxications ont échoués.

Ces effets, et de nombreuses autres maladies, sont dus au fait qu'une pratique se généralise en Angleterre : celle de faire du trafic de médicaments périmés et notamment d'antibiotiques. Ceux-ci sont achetés à bas prix par les éleveurs qui les donnent à leurs bêtes. Ainsi, se développent des bactéries, des microbes qui résistent ultérieurement à de nouveaux antibiotiques.

Au cours d'une campagne, il a été demandé aux Londoniens et aux habitants de 3 villes de banlieue de retourner tous les médicaments périmés à leur pharmacie. A Harrow, une quantité de stricnine, suffisante pour tuer 5 000 personnes, a été recueillie, à Doncaster, suffisamment de poison pour tuer toute la ville, et, à Troydon, une demi tonne de médicaments a été récoltée en moins de 3 semaines...

Une réunion à Ploudalmezeau

«PAS DE PSYCHOSE DU MAZOUT !»

● Brest, mercredi 26 avril au soir, le comité anti-marée noire de Brest organisait une réunion débat information à Ploudalmezeau, non loin de Portsall sur les problèmes de santé posés par la marée noire.

Le Dr Gourves a dénoncé le refus des autorités d'organiser des analyses (le dosage de naphthalène dans le sang n'est toujours pas fait : les tubes de prélèvements sont bloqués au laboratoire de pharmacologie par manque de crédit) et de rendre compte des hospitalisations, en liaison avec la marée noire. Les mesures de prévention que réclament les comités anti-marée noire sont au minimum l'application de la Convention internationale du travail n° 136 (ratifiée par la France le 30 juin 1972) concernant «la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène».

Les autorités se soustraient à cette obligation en refusant des contrats de travail aux bénévoles ! Le comité anti-marée noire a recommandé, en cas de troubles, de faire établir un certificat médical dans l'hypothèse (qu'on ne peut exclure) de troubles à long terme.

Après les exposés, quelqu'un prend la parole dans l'assistance : «On nous dit qu'on sait dépolluer. Or, un tiers seulement des stations d'épuration fonctionnent correctement en France». Il s'adresse au maire-adjoint : «Est-il vrai que l'eau courante ait été polluée par le pétrole dans un secteur de Portsall ?»

«C'est faux !» prétend l'adjoint.

«Pas du tout ! Beaucoup de gens l'ont constaté et l'on sait que des analyses ont été faites dont les résultats sont tenus secrets». L'adjoint, peu convaincant : «C'est une affaire de lisier»...

Ce même adjoint au maire reproche au Comité d'informer la population, en évoquant «le risque de

Une centaine de personnes y assistait. La commission santé du comité anti-marée noire a informé les travailleurs des risques du mazout pour la santé, dénonçant les mensonges et le silence de la presse officielle.

J.-J. KERFICIEN

créer une psychose du mazout parmi elle !

Quelqu'un demande le résultat des analyses de pollution faites sur la pêche des derniers jours. Le maire-adjoint répond : «M. le sous-préfet Lefevre - le responsable du plan Polmar-Terre - m'a affirmé ce matin qu'il n'y avait aucune trace de pollution dans le poisson».

Une infirmière de l'hôpi-

tal Morvan réplique : «Le même Lefevre a aussi osé affirmer à la presse qu'il n'y avait eu aucune hospitalisation en liaison avec la marée noire. Or, nous sommes bien placés pour affirmer le contraire !»

A la fin du débat, les hospitaliers, étudiants et médecins de l'hôpital Morvan, annoncent la création d'un comité anti-marée noire dans l'hôpital.

Contrôle patronal des arrêts

Un patron est condamné

Un ouvrier de l'usine S.F.A.R. de Pontchardon dans l'Orne avait été contrôlé pendant un congé de maladie, deux fois en son absence, par le «médecin contrôleur» de son entreprise. Et pour cause, il était chaque fois en consultation chez son médecin traitant. Son employeur refusa absolument, lorsqu'il reprit le travail, de lui verser le complément de salaire qui lui était dû. Jean-Claude Fourré porte l'affaire devant le tribunal, et son employeur fut condamné en première instance, puis en appel : il devra lui verser le complément de salaire qu'il lui devait, soit 1 413 francs

ainsi que 1 000 F de dommages-intérêts. Extrait du jugement : «C'est avec raison que le premier juge a considéré que le grief tiré de la double absence de Fourré aux contre-visites n'est pas sérieux. (...) A aucun moment, Fourré n'a cherché à se soustraire aux contrôles ou à abuser des permissions de sortie. L'absence au travail du salarié étant incontestablement justifiée, sans que la preuve d'un cas de force majeure puisse être exigée, par l'incapacité relevant de la maladie, même si lors des 2 contre-visites, il n'était pas rentré avant 18 h du cabinet de son médecin traitant qui l'avait convoqué et n'avait pu l'examiner assez tôt, en raison de ses charges professionnelles». La Cour

d'appel n'a toutefois pas repris à son compte les considérations du magistrat d'instance sur le rôle du médecin contrôleur payé et mandaté par la compagnie d'assurances garantissant la SFAR qui le considérait comme «dangereux dans ses conséquences». On le voit, ce procès est une étape dans la lutte contre le contrôle patronal, type Sécurex, des arrêts de travail.

Même s'il reste limité dans ses conséquences comme tout jugement rendu dans cette société capitaliste, et ne remet pas en cause l'existence même de ces médecins-flics des patrons. Il n'en constitue pas moins un cas de jurisprudence que les militants syndicaux pourront utiliser dans leur lutte.

Voleurs en justice

Une manifestation de soutien est prévue le 2 mai à 18 h 30 devant le Palais de justice d'Aix, jour du procès des deux voleurs de jeunes belges, les faits remontent à plusieurs années...

Du mazout près du château d'eau

A Santec, où se trouve le château d'eau dont dépend l'alimentation en eau potable de Roscoff, des sacs plastiques ont été enterrés à proximité de la réserve d'eau. Ces sacs contiennent les déchets mazoutés de la marée noire. Les ménagères de Roscoff sont très inquiètes, elles sont nombreuses à dire : «Maintenant, on ne sera jamais tranquilles !»...

Le crayage continue !

Depuis que la pollution a dépassé la Pointe Saint-Mathieu, toute nappe est immédiatement traitée à la craie : un procédé dangereux, car il précipite le mazout au fond, tuant toute vie sous marine.

Une nappe s'est présentée devant la rade de Brest et a été instantanément coulée à la craie ! Le pouvoir veut à tout prix éviter la pollution du port de Brest, ce qui ne manquerait pas de relancer la colère des travailleurs Brestoises... La plupart des pêcheurs se sont rabattus sur le Sud-Finistère en partant de Brest. Les lieux de pêche de la côte nord, au large de Moguierac sont délaissés, car les pêcheurs craignent de traverser en rentrant des nappes de mazout.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque

«Dossier secret sur Israël : le terrorisme»

De Vincent Monteil

● «Le terrorisme est toujours aveugle et palestinien». A cette idée répandue par la presse, Vincent Monteil répond dans son ouvrage «Dossier secret Israël le terrorisme», qui vient de paraître aux éditions Guy Authier.

Grâce à sa propre expérience et à une étude minutieuse de documents pour la plupart d'origine israélienne, qui représente six ans de travail, l'auteur livre un témoignage et un document irréfutables, organisés autour de quatre idées :

Le sionisme est raciste, l'Etat d'Israël subit un processus de nazification, il est fondé sur le terrorisme, et son action criminelle s'opère à travers le monde, en France notamment.

La troisième partie du livre, consacrée aux crimes du Mossad en Europe, est une véritable enquête sur plusieurs «affaires» qui semblent bien étouffées, grâce à la complaisance de la police et de la presse. Elle montre que la réputation du Mossad (services secrets israéliens) est usurpée, que «le meilleur service d'espionnage du monde» est une bande de tueurs, et que si en France ses hommes de mains n'ont pu être arrêtés, c'est moins du fait de leur «compétence» que de celui des liens étroits entre les sionistes et la police française. L'auteur rappelle d'ailleurs fort à propos les origines communes du Mossad et de la DST (Défense et Sûreté du Territoire), le service français de «contre espionnage».

Le 10 avril 1973, à 1 heure du matin, trois voitures transportent un commando de 25 terroristes israéliens. Ceux-ci venus par mer, gagnent la rue de Verdun, à Beyrouth, où vivent trois personnalités palestiniennes : Kamâl Nâsser, Mohamed Youssef an-Najjâr et Kamâl Adwân. Ils tuent trois gardes du corps, entrent dans les appartements et exécutent les trois hommes, et la femme d'an-Najjâr à bout portant. Kamâl Nâsser, qui était chrétien, a été trouvé par terre, les bras en croix : deux balles lui avaient été tirées au fond de la gorge. Le 2 décembre 1975, deux camps de réfugiés Palestiniens sont bombardés. Deux médecins français, le professeur Larivière et le docteur Morin (cardiologue) ont pu les visiter. Leur témoignage irréfutable a paru dans *Le Monde*, du 11.12.1975. «Le bilan est lourd : au camp de Baddawi (12 000 habitants) bombardé pendant 30 minutes par 18 avions, on compte 45 morts et au moins 100 blessés, dont 90 % d'enfants, de femmes et de vieillards (car les hommes étaient au travail aux champs)... On s'est manifestement livré au tir aux pigeons à domicile (...). Les victimes se comptent en unités familiales. Ici une femme criblée d'éclats mais vivante, a perdu le même jour son fils, sa fille, sa bru et sa petite fille...»

Un terrorisme aux grands moyens

Ces exemples de terrorisme que relève Monteil donnent rarement lieu à de belles campagnes d'indignation, alors que des campagnes prenant parfois prétexte de faits tels que des détournements d'avions, ont été menées tambour battant pour condamner la lutte du peuple palestinien.

Et en cas de détournement d'avion, note l'auteur, les sionistes recourent systématiquement à l'épreuve de force, causant ainsi la mort d'«otages» qu'ils prétendent vouloir sauver. C'est ainsi que les sionistes ont monté l'«opération Tonnerre», l'envoi en Ouganda d'un commando aéroporté, sans l'accord des autorités locales qui avaient entrepris des négociations, et obtenu la libération d'une partie des passagers de l'avion détourné. L'affaire se termina dans le massacre, 7 «terroristes», trois «otages» ont payé de leur vie cette action d'éclat, ainsi qu'un soldat sioniste. Mais surtout, le commando avait eu le temps de

faire sauter les «Migs» ougandais stationnés sur l'aéroport.

Or, comme le souligne l'auteur, Amin Dada fut, avant de se retourner contre eux, le protégé des sionistes, qui ont saisi l'occasion, d'après Monteil, de punir «le chien qui a mordu son aveugle».

«Israël» : un État raciste

Lors de la condamnation du sionisme par l'ONU, le quotidien *Yédiot Aharonot* a écrit à propos des arabes : «Voilà des gens qui se réveillent un beau matin, décrètent qu'ils constituent des nations, et se mettent à insulter le sionisme !

Il n'y a rien de déshonorant dans le fait qu'ils viennent de descendre des arbres. Au contraire. Mais les nations, comme les individus, doivent poursuivre leur développement, du jardin d'enfants jusqu'à l'Université, en passant par tous les stades de la scolarité. Et de même qu'il serait honteux pour un recteur d'Université d'être nommé par des enfants qui sortent de la maternelle, de même il est inacceptable que des nations faites de gens qui viennent de descendre des arbres, se prennent pour les leaders du monde».

Cet édifiant chef-d'œuvre de la littérature raciste en dit long sur le racisme sioniste.

A ce propos, «Dossier secret sur Israël le terrorisme» cite plusieurs exemples empruntés à Israël Shahak, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, juif et courageux adversaire du sionisme. Dans la région de Rafah, les habitants arabes ont été expulsés pour permettre la construction d'une ville. «Les gens qui vivaient dans cette région, et en ont été expulsés auront-ils le droit de s'installer dans la nouvelle ville de Yamit (construite sur leurs terres) ? La réponse, catégorique, des officiels est : «Non».

Seuls les juifs auront le droit d'habiter à Yamit et dans les colonies implantées à proximité.

Les «non-juifs» se voient même parfois spoliés du droit au travail : «Lorsque fut organisée — par la droite — la manifestation en faveur de la colonie juive de Sabastia, les activistes du Moked («socialiste-sioniste») en improvisaient une autre devant la ferme qui appartient au général Sharon, pour protester contre le fait qu'il y employait des travailleurs arabes !».

UN RÉQUISITOIRE IRRÉFUTABLE

Par Philippe DANZAIN

Un certain Liberman Livnat Mike

En 1973, le représentant de l'OLP à Paris, Mahmoud Hamshari, est assassiné. Evidemment l'enquête n'avance guère.

«Ma source» m'ouvre soudain deux pistes : celle du responsable des opérations du Mossad en France (et même en Europe), celle de son «honorable correspondant» dans notre pays. J'apprends ainsi que certains ont trop parlé et qu'il est revenu, de façon tout à fait sûre aux oreilles de «ma source», qu'il existe à Orléans, une famille Lacouche (magasin de vêtements prêts à porter) qui est liée d'amitié avec un Israélien d'origine polonaise, nommé Arley Livnat, alias Liberman, ancien colonel à l'Ambassade d'Israël à Paris en 1965-66, titulaire de deux passeports (français et israélien) (...) Chaque fois qu'il «se passe quelque chose», Liberman est là. (...)

Le samedi 20 janvier 1973, à 14 h 30, je dépose spontanément comme témoin, auprès du premier juge d'instruction Pierre Galmiche. Celui-ci m'écoute avec scepticisme : tout ce qui l'intéresse, c'est d'identifier «ma source» — que je dois protéger, pour des raisons évidentes, et que je ne puis donc nommer — (...) La mauvaise volonté du juge est telle qu'il faudra attendre un an pour que, le 22 janvier 1974, une photo d'identité de Liberman — miraculeusement retrouvée — soit enfin présentée à Pierre Lacouche, qui la reconnaîtra aussitôt.

Malgré des assauts répétés de sa part, Vincent Monteil, se voit opposer systématiquement la même mauvaise volonté.

Les tueurs imprudents

En France, quatre militants pro-palestiniens ont été assassinés, sans qu'on arrête les criminels. En 1973, le sixième crime de ce type en Europe est commis en Norvège. C'est un marocain qui en est la victime. Ahmed Bou-Cheikhi n'a pas d'activités politiques, son seul crime est d'avoir une vague ressemblance physique avec un Palestinien que le Mossad veut assassiner, Ali Hasan Salâmé. «Un commando israélien de 15 membres s'est infiltré en Norvège et s'y est comporté, au grand jour, comme en pays conquis. Des conversations téléphoniques ont été écoutées, les voitures décrites et repérées. Dès

UN AMI DU PEUPLE PALESTINIEN

L'auteur de «Dossier secret sur Israël le terrorisme», Vincent Monteil est directement impliqué dans les faits qu'il dénonce. En 1948, il était observateur de l'ONU à Jérusalem. Le livre est d'ailleurs dédié à une victime du terrorisme sioniste le Comte Folke Bernadotte, assassiné à Jérusalem à cette époque.

En 1970, il est en Jordanie, quand le roi Hussein tente de liquider physiquement la Résistance Palestinienne (le tristement célèbre Septembre Noir d'Aman).

Il est naturellement solidaire de la lutte du peuple Palestinien, ayant lui-même participé à une autre lutte de Libération Nationale : la Résistance contre les nazis, pendant qu'ils occupaient la France.

A de nombreuses reprises, il a pris publiquement position pour soutenir la Résistance Palestinienne quand tous les «humanistes» de gauche et de droite hurlaient au «terrorisme» palestinien, ce qui lui a valu de nombreuses menaces de mort. Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, traitant pour la plupart du monde Arabe et musulman.

Comme il le rappelle dans son dernier livre, il a, dans la recherche des assassins de militants anti-sionistes en France tenté d'aider la justice grâce aux informations qu'il détenait. Elle a répugné à les utiliser, de peur, sans doute, d'aboutir...

le lendemain de l'attentat, la police norvégienne — autrement efficace que la nôtre — arrête une suédoise, Mariane Gladnikoff, un Danois, Dan Aerbel, les maillons les plus faibles du réseau». Grâce à eux, une partie de l'équipe est arrêtée, puis jugée et condamnée. Mais leur chef, un certain «Mike», parviendra à s'enfuir.

«J'avais, d'autre part, repris contact avec «ma source» qui m'avait assuré que, là encore, sous le pseudo de «Mike», le colonel Livnat-Liberman «était dans le coup». (...)

Il s'avère rapidement que le commando qui a opéré en Norvège, était impliqué dans les assassinats de Palestiniens en France. La police Norvégienne a par exemple, retrouvé les preuves de l'existence en France de «planques» des tueurs du Mossad.

«L'immobilisme français me paraissait quand même inexplicable, jusqu'au jour où je lis (dans Paris Match N° 1288) que Roger Wybot, ancien fondateur et directeur de la DST (jusqu'en

1958), de flatter d'avoir créé en Israël, le fameux Mossad».

Cet «immobilisme» français dans la recherche des assassins de Palestiniens ne s'arrête pas là. «Mahmoud Saleh faisait partie du Fath. Le 29 décembre 1976, il rentrait d'Irak, à Orly, vers 15 h 30. Des inspecteurs de la DST lui prennent ses papiers, son passeport Mauritanien (qu'ils ont gardé) et son carnet d'adresses, pour le photocopier. Ils lui auraient dit «Si vous étiez quelqu'un de vraiment important, vous seriez attendu à votre arrivée, par vos amis. Ou bien nous serions chargés de vous protéger. Comme ce n'est pas le cas, nous ne pourrions donc pas vous protéger». Mahmoud a raconté cet incident à un de ses plus proches amis palestinien, qui me l'a répété». Le lundi 3 janvier 1977, Mahmoud Saleh est abattu en plein Paris. La police va cette fois s'empresser d'agir. Non pas, comme on pourrait légitimement s'y attendre, en recherchant le tueur, mais en arrêtant un militant palestinien, venu à Paris pour assister aux obsèques de Mahmoud Saleh, Abou Daoud.

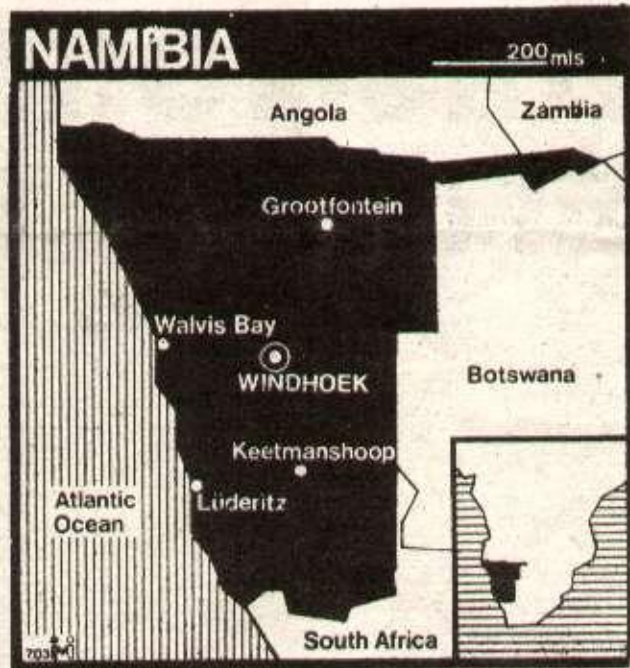
Carter et la bombe N

« Cette arme ne présente aucune utilité pour les Soviétiques et M. Brejnev le sait fort bien... la déclaration de M. Brejnev ne présente aucun intérêt », déclare Carter en réponse à la proposition de Brejnev de s'engager mutuellement à ne pas fabriquer la bombe N. Carter élève la voix mais il n'a pas avancé aucune nouvelle proposition pour les négociations avec l'URSS. La proposition de Brejnev avait réduit à néant l'espoir américain d'un marchandage bombe N contre chars soviétiques. Le ton employé par Carter pourrait cependant indiquer que les USA ne seraient pas décidés à abandonner leurs exigences dans les SALT. Ce qui pourrait signifier un gel des négociations, pour l'instant.

Après la réponse sèche de Carter, *Tass* écrit : « Le président américain est en contradiction directe avec l'opinion des Européens eux-mêmes qui sont concernés en priorité par le déploiement de la bombe à neutrons ». Selon toutes apparences, l'URSS envisage d'exploiter au maximum les contradictions qui ont surgi entre les pays de l'OTAN au sujet du déploiement de la bombe N.

SMITH DIT NON A UNE NOUVELLE CONFÉRENCE

NAMIBIE : NOUVEAU PLAN DE REGLEMENT ACCEPTÉ PAR L'AFRIQUE DU SUD



Les cinq pays occidentaux ont obtenu l'accord de l'Afrique du Sud pour un nouveau plan de règlement en Namibie, actuellement colonie sud-africaine. Celui-ci met à l'écart la question du port de Walvis Bay que les racistes prétendaient conserver et qui bloquait les négociations. Les occidentaux (France, Angleterre, États-Unis, Allemagne et Canada) auraient assuré le mouvement de libération (la SWAPO), qu'ils contraindraient Vorster à y renoncer si celle-ci acceptait le reste du plan.

Ce plan comporte 5 points :
— Nomination d'un représentant de l'ONU qui or-

ganiserait les élections dans les territoires.

— Abrogation des lois racistes.
— Cessation des combats.
— Retrait des troupes sud-africaines, en dehors de 1 500 hommes et envoi de casques bleus.
— Démolition des milices civiles.

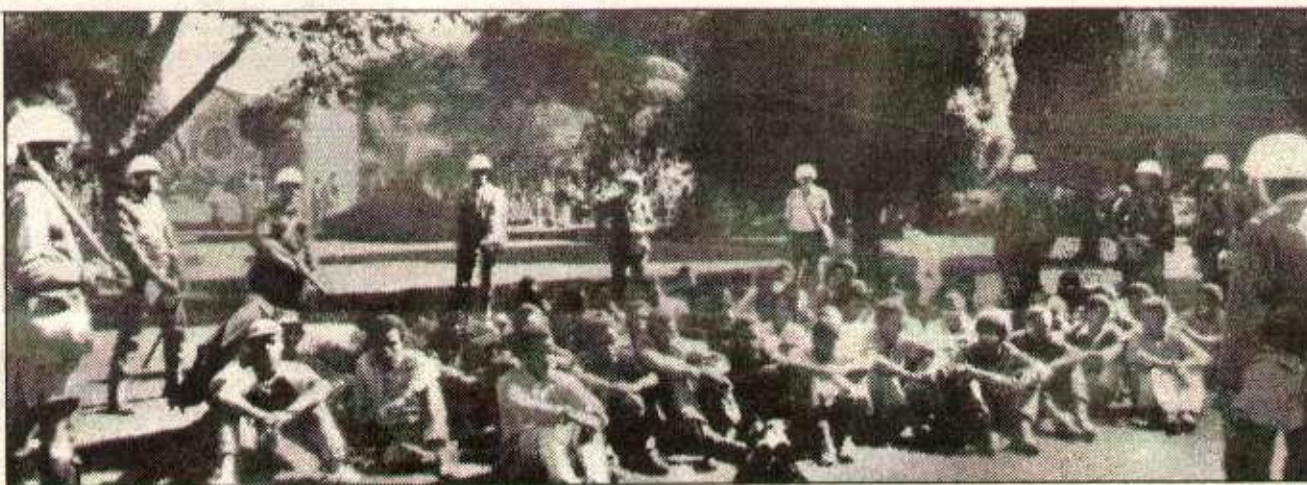
L'acceptation de l'Afrique du Sud est assortie d'une interprétation particulière des accords, notamment Vorster prétend réduire le rôle du responsable de l'ONU et le rôle de l'Assemblée élue, sans que les occidentaux n'y trouvent à redire. Cela limite déjà l'accord préparé par les occidentaux. Certaines clauses de l'accord

sont également vouées à d'importantes discussions notamment le point prévoyant la démobilisation des milices, si elle devait s'appliquer aux combattants de la SWAPO.

La SWAPO n'a pas encore rendu officielle son appréciation du plan occidental. La Namibie est très riche en cuivre, en uranium, en diamant, en cobalt. C'est la première raison de l'intérêt qui lui est porté par les occidentaux. La seconde est que celle-ci occupe une position importante aux frontières de l'Afrique du Sud, qui pourrait menacer le régime raciste.

Dans un message aux gouvernements anglais et américain, le chef raciste de Rhodésie, Smith a écrit aux gouvernements anglais et américain pour leur dire que leur politique était appelée à échouer et qu'il refusait une conférence avec les responsables du Front patriotique que proposaient les USA et l'Angleterre.

A Salisbury, comme le montre notre photo, plusieurs manifestations ont eu lieu pour protester contre le règlement excluant le Front patriotique.



Nouvelles de République Fédérale d'Allemagne

PROCES CONTRE LE MOUVEMENT ANTI-NUCLÉAIRE

Cette semaine vont se terminer devant le tribunal de première instance de Hanovre trois des onze procès intentés contre des participants à la manifestation contre l'installation d'une centrale nucléaire à Grohnde, le 19 mars 1977. Un premier verdict a déjà été rendu ; l'accusé Gerd Schulz a été condamné à 13 mois de prison ferme dont 5 mois pour le seul fait « d'avoir participé à cette manifestation unique tant quant au nombre des participants qu'à celui des blessés ».

Lors de l'explication du verdict le juge a souligné qu'il ne s'agissait nullement de « criminaliser tous les individus opposés au nucléaire. Ne se retrouvent sur le banc des accusés que ceux qui ont l'intention d'imposer leur opinion par la violence ». Le droit de légitime défense ne pourrait, selon le juge, s'appliquer à ce cas, « l'installation d'une centrale nucléaire en elle-même ne présentant pas de danger ».

DEUX EXEMPLES DE JUSTICE DE CLASSE : LE PROCES SONNENBERG...

Dans le procès contre Günter Sonnenberg qui se tient actuellement à Stuttgart-Stammheim, le procureur a obtenu la détention à perpétuité pour tentative de meurtre dans deux cas. Sonnenberg qui avait été recherché dans le cadre des opérations policières après l'assassinat de Buback, est accusé d'avoir essayé de tuer, en mai 1977, deux policiers pour échapper à son arrestation. Il avait été grièvement blessé, à ce moment-là, par une balle dans la tête. Bien que cette blessure ait très considérablement diminué les capacités intellectuelles de Günter Sonnenberg qui maintenant est incapable de retenir des faits immédiats oubliant presque tout de suite ce que l'on vient lui dire, bien que trois experts aient constaté que Sonnenberg ne soit pas apte à suivre la

procédure, bien que le déroulement de ce procès et les conditions de détention ne fassent qu'aggraver l'état psychologique et mental de cet accusé, le tribunal avait rejeté la demande des défenseurs de Sonnenberg de décréter un non-lieu.

La détention perpétuelle dans le cas de Sonnenberg était justifiée, selon le procureur, par le fait que celui-ci aurait tiré sur les policiers « avec l'intention de tuer » et que son identité n'aurait pas subi de changement, malgré sa lésion cérébrale : « Sonnenberg est resté le même terroriste qu'avant ».

... ET LE PROCES MAJDANEK

Si dans le procès Sonnenberg et dans les autres procès de terroristes aucun retard n'est toléré, si les défenseurs qui essaient d'imposer une défense conséquente en utilisant tous les moyens juridiques à leur disposition, se voient reproché de « vouloir traîner en longueur le procès », les juges se montrent moins pressés dans un autre procès qui se déroule déjà depuis plus de deux ans, qui a dépassé sa 25^e journée — et tout cela sans que personne ne réclame « l'accélération de la procédure » et l'adoption de nouvelles lois. Il s'agit du procès Majdanek. 14 hommes et femmes y sont accusés d'avoir torturé et assassiné entre 1942 et 1944 des centaines de milliers de personnes dans le camp d'extermination de Lublin-Majdanek. Le dossier d'accusation parle de 250 000 personnes assassinées de la manière la plus brutale dans les seules années 1943 et 44.

Les défenseurs des anciens gardiens de ce camp de concentration tiennent ouvertement des discours racistes, insultent les quelques témoins survivants qu'ils essaient d'intimider de façon agressive — sans que la Cour d'Honneur prononce une interdiction professionnelle, sans que personne ne réclame l'exclusion de ces avocats.

Dans le procès Majdanek, il s'agit bien aussi d'un

« procès de terroristes », mais l'Allemagne de Schmidt n'en parle pas.

APRES LES GREVES : MENACES DE LICENCIEMENTS

Maintenant que les métallos ont repris le travail, que le nouveau contrat tarifaire pour la métallurgie a apporté aux travailleurs une augmentation salariale de 5 % mais aucune sécurité d'emploi tant soit peu durable face aux rationalisations, les patrons emploient un langage un peu plus direct.

L'association patronale Gesamtmetall a souligné récemment que, selon les résultats d'une analyse « des gains de productivité réalisables par l'emploi de nouvelles technologies » il y aurait, à l'heure actuelle, 120 000 travailleurs excédentaires dans la métallurgie qui risquent donc leur emploi.

LES TRAVAILLEURS DE VOLKSWAGEN POUR LA GREVE MAIS LA DIRECTION SYNDICALE REGLE LE CONFLIT A SA MANIERE

88,5 % des 81 000 travailleurs de Volkswagen syndiqués dans la IG Metall se sont prononcés pour la grève afin d'imposer leur revendication d'une augmentation salariale de 8 %. La direction de l'entreprise avait proposé 5 %, ce qui avait été refusé par la IG Metall vu la distribution de bénéfices très élevés effectués au cours de l'année dernière. Après le vote, c'était à la direction de la IG Metall de décider si, pour la première fois dans l'histoire de Volkswagen, les six entreprises du groupe en RFA allaient se mettre en grève.

Malgré le pourcentage très élevé de voix pour la grève, le conflit s'est réglé autour de la table de négociation : les commissions de négociation du syndicat et de la Volkswagen AG ont conclu un accord sur 5,9 % d'augmentation salariale.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 29 avril

TF 1

13 h 00 - Journal
 13 h 35 - Le monde de l'accordéon
 13 h 50 - La France défigurée
 14 h 05 - Restez donc avec nous
 18 h 05 - Trente millions d'amis
 18 h 40 - Magazine auto-moto
 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Numéro un : Charles Aznavour
 21 h 45 - Serpico
 22 h 35 - Télé-foot
 23 h 35 - Journal et fin

A 2

14 h 35 - Les jeux du stade
 17 h 10 - Des animaux et des hommes
 18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Emile Zola ou la conscience humaine
 22 h 40 - Voir
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 00 - Et nos enfants
 18 h 00 - Breiz o Vova
 18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Le scénario
 22 h 25 - Journal et fin

Dimanche 30 avril

TF 1

13 h 00 - Journal
 13 h 20 - C'est pas sérieux
 14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
 15 h 30 - Les animaux du monde
 16 h 05 - Section contre-enquête
 17 h 00 - Sports première
 18 h 25 - Le jeune homme et le lion
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Faut pas prendre les enfants du bon Dieu...
 21 h 45 - Concert
 22 h 45 - Journal et fin

A 2

13 h 00 - Journal
 13 h 20 - Bon dimanche
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Music and music
 21 h 40 - Un homme, un jour : La guerre d'Espagne : 15 mai 1939
 22 h 55 - Journal et fin

FR 3

16 h 35 - Tigre, tigre flamme dans la nuit
 17 h 30 - Espace musical
 18 h 50 - Plein air : Thalassa
 19 h 35 - Brioche
 20 h 05 - Histoires de France
 20 h 30 - Derniers témoins
 21 h 20 - Journal
 21 h 35 - L'homme en question : Alfred Sauvy
 22 h 40 - Le cuirassé Potemkine. Film soviétique d'Eisenstein sur la révolte des marins en 1905.
 23 h 50 - Fin

Lundi 1^{er} mai

TF 1

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Fantasia chez les ploucs. Film burlesque français.
 21 h 55 - Portrait : Jacques Dufilho
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 35 - Les jours de notre vie. Des écoliers pas comme les autres
 22 h 25 - Bande à part
 22 h 55 - Journal et fin

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Monsieur Albert.

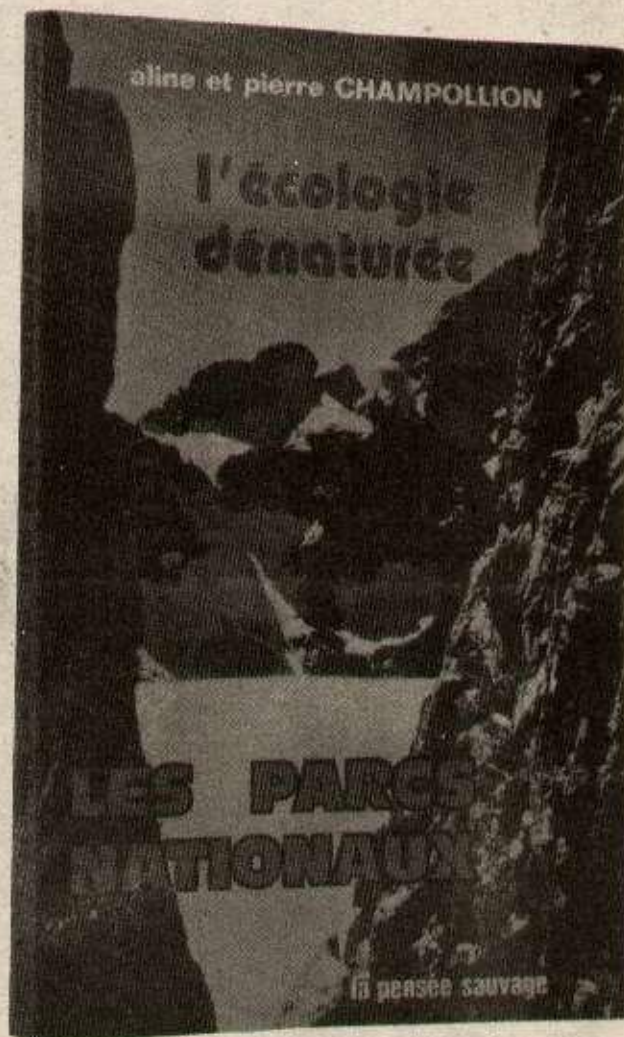
L'écologie dénaturée :
les parcs nationaux

Démystifier les parcs nationaux, tel est le propos que se fixent Aline et Pierre Champollion, les auteurs du livre «L'écologie dénaturée, les parcs nationaux». Appuyée essentiellement sur l'exemple du parc national des Ecrins, le plus grand de tous (870 km² de zone centrale), l'analyse des impératifs qui ont guidé l'Etat dans la création de ces parcs ne manque pas d'intérêt. En s'attardant un peu sur les contours du parc des Ecrins, que voit-on en effet ? Un tracé tarabiscoté qui s'écarte à point nommé des stations de ski construites ou à construire pour le plus grand profit des promoteurs, qui recule devant les exigences de sociétés de chasse, largement investies par des chasseurs fortunés sans lien aucun avec le «pays». Particularité des parcs nationaux français, la «zone périphérique» est le domaine privilégié des opérations immobilières qui tout en saccageant la montagne, n'hésitent pas à vanter leur proximité du parc pour attirer la clientèle. Le parc lui-même, loin d'être destiné principalement à protéger des espèces animales ou végétales, rassemble les sites non skiables et donne lieu à une exploitation commerciale

effrénée. A tous ceux qui aspirent à autre chose que le béton des stations, on fait miroiter une «nature protégée» tout en prenant soin de les encadrer au maximum : clubs, sentiers ou guides obligatoires jalonnent cette liberté surveillée et de plus en plus payante.

Il y a plus. Derrière la publicité donnée par l'Etat aux parcs nationaux (Messmer lui-même inaugura le parc des Ecrins, avec discours «écologique» en prime) on voudrait bien dissimuler que sur l'écrasante majorité du territoire les pollueurs se donnent libre cours. Les environs du parc de la Vanoise sont édifians à cet égard : les deux vallées glaciaires y sont fortement polluées, au nord la Tarentaise, et au sud la Maurienne, dévastée par le fluor des usines de Péchiney.

Riche et convaincant dans l'analyse, le constat se prolonge par des réflexions de synthèse qui le sont moins. S'il est juste de récuser la division de l'espace programmée par la société capitaliste ville/campagne ou travail/habitat/loisirs, la nature même des transformations pour faire aboutir cette remise en cause, nécessite la maîtrise de l'espace pour les travailleurs, c'est-à-dire



le socialisme. Les ricanelements quand on parle au passage de la révolution, les accents ultra-individualistes des auteurs (qui se réclament d'une écologie politique «libertaire») sonnent faux d'autant plus faux après une analyse

pertinente des capacités de récupération, de «dénaturation» des aspirations écologiques par l'Etat.

C.A.

* Les parcs nationaux. Ed. La Pensée Sauvage. 30 F.

Et l'acier fut trempé

121^e épisode

La chasse aux bandits ne se passait pas sans problèmes. Pendant ce temps là, se déroulait en Allemagne, la révolution. Les jeunes voulaient s'enroler dans l'Armée Rouge, une cellule entre dans la cour du comité. Kortchaguine surprit attend des explications.

— Voilà, camarades, j'ai organisé un exercice de mobilisation. Aujourd'hui, j'ai annoncé à mes gars : on a reçu du chef-lieu de district un télégramme strictement confidentiel, disant que la guerre contre les bourgeois allemands a commencé, et que bientôt ce sera le tour des seigneurs polonais. Alors, Moscou ordonne que tous les komсомols partent pour le front; ceux qui ont peur peuvent écrire une déclaration dans ce sens, on les laissera à la maison. Je leur ai ordonné de ne parler de la guerre à personne, mais de prendre chacun une miche de pain et un bout de lard ou, à défaut de lard, quelques têtes d'ail ou des oignons, et de se rassembler dans le plus grand secret, une heure plus tard, derrière le village. On irait ensuite au chef-lieu du district, puis de la région, et là on recevrait des armes. Ça a fait un de ces effets ! Ils se sont mis à me questionner, mais je leur ai dit : «Pas de discussion, ça suffit !» Ceux qui ne veulent pas n'ont qu'à écrire une déclaration. On ne prend que les volontaires. Mes gars se dispersent, et mon cœur fait «toc-toc». Si personne ne venait ? Je n'aurais plus qu'à dissoudre la cellule et à me chercher une autre place. Je m'installe et j'attends. Ils arrivent un par un. Certains ont pleuré, ça ce voit, mais aucun ne veut l'avouer. Tous les dix sont revenus, pas un seul déserteur ! Voilà comment elle est, la cellule de Poddoubtsy ! termina-t-il enthousiasmé en se frappant fièrement la poitrine du poing.

Et quand Lida, indignée, le tança sévèrement, il la regarda sans comprendre.

— Qu'est-ce que tu racontes ? Mais c'est le meilleur des contrôles ! Comme ça, tu vois les gars tels qu'ils sont. Pour les impressionner un peu plus, je voulais les trainer jusqu'au chef-lieu de la région, mais ils sont fatigués. Qu'ils rentrent à la maison ! Seulement toi, Kortchaguine, tu dois leur faire un discours, c'est pas possible autre-

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

ment. Sans discours, il manquerait quelque chose... Dis-leur que la mobilisation est annulée et que pour eux, vu leur héroïsme, ils ont quand même gagné l'honneur et la gloire.

Kortchaguine se rendait rarement au chef-lieu régional. Le déplacement prenait plusieurs jours, alors que le travail exigeait une présence de tous les instants dans le district. Par contre, Razvalikhine saisissait toutes les occasions d'aller à la ville. Armé de pied en cap, se comparant mentalement à un héros de Fenimore Cooper, il prenait un vif plaisir à ces expéditions. Dans la forêt, il ouvrait le feu sur des corbeaux ou sur un agile écureuil. Il arrêtait les passants et jouait au juge d'instruction, leur demandant qui ils étaient, d'où ils venaient et où ils allaient. En arrivant à la ville, il se débarrassait de son attirail, cachait son fusil sous un tas de foin, fourrait son pistolet dans sa poche et entra au comité régional du Komsomol dans son aspect normal.

— Alors, quoi de neuf chez vous, à Bérezdov ?

Le bureau de Fédotov, secrétaire du comité régional, était toujours plein de monde. Les gens y parlaient tous à la fois. Il fallait savoir travailler dans cette ambiance, écouter quatre personnes tout en écrivant, et en répondant en même temps à une cinquième. Et Fédotov était tout jeune, mais au Parti depuis 1919. C'est seulement à cette époque tourmentée qu'un gars de quinze ans pouvait devenir membre du Parti.

A la question de Fédotov, Razvalikhine répondit négligemment :

— Il se passe trop de choses pour pouvoir les raconter toutes. Je me démené du matin au soir. Il faut être partout à la fois, forcément, puisqu'on démarre à zéro. J'ai encore créé deux nouvelles cellules. Pour quelle raison m'avez-vous convoqué ? Et il s'installa dans un fauteuil, l'air affairé.

A SUIVRE

Tchad : l'intervention française entérinée

«Le Tchad a le droit de faire appel à la coopération française dans le cadre d'un accord bilatéral... Le départ des militaires français concernera le gouvernement d'union nationale dont la formation fera l'objet des futures négociations entre le gouvernement tchadien et le FROLINAT, à partir du 7 juin prochain à Tripoli» a déclaré le président du groupe tripartite charté de la médiation, qui comprend le Soudan, la Libye et le Niger.

À leur arrivée à Paris les familles de coopérateurs ont déclaré : «Les Transall n'arrêtent pas dans le ciel de N'Djamena». Les Transall sont les avions qui transportent les troupes coloniales françaises et les livraisons d'armes. «Nous savons, ont-ils également affirmé, que toutes les ambassades occidentales avaient mis sur pied des plans d'évacuation».

Un dirigeant de la Fiat blessé aux jambes à Turin

Le directeur du secteur carrosserie de la Fiat a été blessé aux jambes, jeudi matin, alors qu'il sortait de chez lui à Turin. C'est la seule manifestation des Brigades Rouges — si elles sont à l'origine de l'attentat — depuis le 24 avril. Les différents partis continuent à s'interroger sur l'attitude à adopter. Tous continuent à se déclarer partisans de l'intransigeance à l'exception du secrétaire général du PSI, Bettino Craxi, qui suggère que «par souci humanitaire», de nouvelles tentatives de prises de contact soient effectuées.

En attendant des nouvelles de l'otage, les commentaires vont bon train en Italie, sur le message que le secrétaire général de l'ONU, Waldheim, a adressé aux Brigades Rouges. Nombreux sont ceux qui considèrent que c'est accorder à aux Brigades Rouges une forme de reconnaissance de leur existence. Ce qui va à l'encontre de la politique de fermeté menée jusque là.

Coup d'État en Afghanistan

Un coup d'État aurait renversé le régime du président Mohamed Daoud Khan, jeudi, en Afghanistan. Le vainqueur du «golpe» serait le général Dagarwal Abdul Kadir, qui serait soutenu par le social impérialisme. Toutes ces informations doivent être prises au conditionnel. Toutefois, on sait de source sûre que l'aéroport est interdit au trafic aérien et que des combats d'artillerie se seraient déroulés dans la journée. L'ambassade de France a été complètement détruite peut être par des erreurs de tir. L'aéroport pour sa part, a été bombardé par des Migs 21. La radio avait cessé ses émissions et n'a recommencé à émettre que pour annoncer la chute de celui qui s'était lui-même installé au pouvoir suite à un coup d'État, il y a cinq ans. Ce coup fait suite à un attentat qui il y a quelques jours avait coûté la vie à un des fondateurs d'un parti pro-soviétique.

Erythrée : Castro se déchaîne

La grande offensive soviéto-cubaine contre l'Erythrée est préparée par de violents bombardements autour d'Asmara la capitale, les villes de Keren, d'Agordat, de Barentu, de Dongollo sont pilonnées par les MIG pilotés par des Cubains. A la Havane, Castro s'est livré à une orgie verbale dont il s'est fait une spécialité, en fait une véritable déclaration de guerre contre le peuple érythréen. Il a déclaré que le problème ne pouvait être réglé «que dans le cadre d'un Etat révolutionnaire qui ne renoncera pas au droit à son unité, à son absolue intégrité et à sa souveraineté» et poursuivi par la menace que «les soldats cubains ne se croieraient pas les bras». Pour aider Cuba dans son expédition coloniale l'URSS et les pays est européens ont décidé d'augmenter leur aide économique. Les mesures décidées prévoient de payer le sucre cubain à un cours quatre fois supérieur au cours mondial et des livraisons de pétrole à prix réduit.

Nouveau voyage de Begin aux USA

AVIONS, DOLLARS ET NÉGOCIATIONS

● Begin va se rendre une nouvelle fois aux Etats-Unis à la fin de la semaine. Dayan, le ministre des Affaires étrangères l'y a précédé. Deux points importants vont dominer les discussions : les négociations avec l'Egypte et la vente par les Etats-Unis d'avions de combats à Israël, l'Egypte et l'Arabie Séoudite.

Mardi, Carter avait déposé au Congrès une demande d'aide spéciale de près de deux milliards de dollars. 785 millions de dollars sont destinés à Israël et 750 millions à l'Egypte, la Syrie recevrait 90 millions et la Jordanie 93 millions.

L'affaire des ventes d'avions au Moyen-Orient a rebondi avec l'annonce que Carter déposerait le week-end prochain une demande au congrès pour permettre la vente de 75 F 16 et 15 F 15 à Israël, de 60 F 15 à l'Arabie Séoudite et de 50 F 5 le moins perfectionné des appareils à l'Egypte. L'éventualité d'une vente d'avions à l'Egypte et à l'Arabie Séoudite avait été rejetée par le Congrès avant même d'être proposée car une majorité paraissait s'être

formée qui prétendait que cela modifierait le rapport de forces au Moyen-Orient tandis qu'elle se prononçait pour la vente des avions à Israël.

LE COUP DES AVIONS

Pour tourner la difficulté, Carter a présenté l'ensemble du marché du Moyen-Orient en un seul bloc, afin d'obliger les partisans de ventes d'armes à Israël d'accepter en même temps, les ventes

d'armes à l'Arabie Séoudite et à l'Egypte.

La décision de Carter a causé des remous et a rencontré l'opposition du sénateur Church, à la fois chef de la commission des Affaires étrangères et principale figure des partisans du soutien inconditionnel à Israël. Il a même menacé de voter contre la loi. Dayan a démenti les propos qui lui étaient attribués selon lesquels Israël se passerait des F 6 plutôt que de voir l'Egypte et l'Arabie Séoudite armées. Il reste que les chefs sionistes sont violemment opposés à ce «linkage».

Les difficultés de la politique américaine au Moyen-Orient occuperont une nouvelle fois le week-end. En même temps qu'ils veulent à tout prix maintenir l'Etat d'Israël, et lui garantir la supériorité, les Etats-Unis veulent avoir et

développer des liens privilégiés avec les pays arabes et régler les relations entre Israël et les pays arabes. Les ambitions du gouvernement Begin, la colonisation intense des territoires occupés depuis 1967, l'intervention au Liban, le refus de toute concession de la part d'Israël gênant cette politique, tandis que l'administration a fait la preuve qu'elle ne voulait pas imposer par la force sa politique à Israël.

ISRAEL-EGYPTE : L'AGITATION US

Ces problèmes seront l'objet de discussions importantes entre Carter et Begin lorsqu'ils discuteront des négociations entre l'Egypte et Israël l'une des pièces importantes de la politique de Carter. Le représentant américain Atherton a fait une série de voyages ces derniers jours entre le Caire et Jérusalem pour préparer de nouvelles rencontres israélo-égyptiennes. Il est rentré à Washington porteur d'un message de Sadate destiné à Carter. C'est à partir du bilan de ce voyage et des propositions qui contiennent sans doute la lettre de Sadate que les discussions Carter-Begin vont se dérouler. Mais rien ne permet de déceler des éléments nouveaux qui léveraient les oppositions ouvertes qui se sont manifestées le mois dernier lors de la précédente rencontre Carter-Begin. Israël n'est disposé ni à des concessions sur le Sinaï, ni sur les territoires occupés, les Etats-Unis apparaissent aussi peu décidés à exercer des pressions dans ce sens sur Israël, depuis qu'ils ont, à la fin de l'année 77, renoncé à exercer des pressions économiques pour infléchir la politique israélienne.

Grégoire CARRAT



En bref... En bref... En bref... En bref...

Conférence de l'Internationale socialiste : la détente

La Conférence de l'Internationale Socialiste sur le désarmement qui s'est tenue à Helsinki n'a adopté aucune motion précise, mais a été un long soutien à la détente. Dans son discours le président, Brandt, a félicité Carter pour avoir repoussé sa décision de déployer la bombe à neutrons. Ponomarev qui était présent a invité l'Internationale socialiste à se rendre à Moscou pour discuter du désarmement. La réponse à cette invitation ne sera donnée que lors de la prochaine réunion de Dakar les 1^{er} et 13 mai. Par ailleurs le gouvernement français a démenti les propos du représentant américain qui a affirmé que la France pourrait participer à la conférence de Genève sur le désarmement.

USA - Chine : prochain voyage de Brzezinski

La Maison Blanche a annoncé que Brzezinski devait faire un voyage en Chine du 20 au 23 mai. Le porte-parole de la Maison Blanche a précisé que ce n'était pas un voyage destiné à poursuivre des négociations. Il en a situé le cadre dans les limites du communiqué de Changhaï qui prévoit que les responsables des deux pays resteraient en contacts par des moyens divers.

URSS-Chine

Le vice-ministre des Affaires étrangères soviétique est arrivé à Pékin pour la reprise des négociations entre les deux pays. Celles-ci sont totalement interrompues depuis février 1977. La première séance officielle aura lieu le 1^{er} mai.